Vol 14 # 46 • Du 19 au 25 mai 2021
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE SENS DE LA FÊTE DU DRAPEAU



Voir page 4

18 mai 1803-18 mai 2021: le 218e anniversaire du drapeau haïtien, symbole de l'indépendance et de la souveraineté d'Haïti!

CLAUDE JOSEPH RECONDUIT À LA PRIMATURE!



Voir page 3

Le vendredi 14 mai 2021, le Premier-ministre ad intérim Claude Joseph, a été reconduit pour un mois supplémentaire afin de liquider les affaires courantes à la Primature











Voisinage d'ordures !

Par Berthony Dupont

Le pouvoir politique haïtien et son opposition tiennent chacun un discours qui a pour seule constante de minimiser à l'infini leur importance réciproque. Dans une période de crise comme celle que traverse le pays, tout est menacé par une nette aggravation des délabrements sociaux et d'aggravations des conditions de vie des masses populaires.

La situation reste particulièrement critique, le peuple sombrant davantage dans les bas-fonds d'une violence économique à nulle autre pareille. Réduit à la mendicité, il peut donner parfois l'impression de passivité, ce dont profitent les mercenaires et imposteurs de tous poils.

Un peuple qui vit de tragédie en tragédie est assurément vulnérable et sujet à des moments de désolation. Le peuple haïtien est comme devenu un peuple de survivants, car il y a toujours un accident à gérer, soit de la circulation ou d'une négligence grave, soit du mépris de la vie humaine par les autorités.

Ainsi, le pays est transformé en une république de ghettos, de bidonvilles, de rues envahies par des ordures, des détritus et des déchets alternant avec de larges mares d'eau puante. Les piles d'immondices nauséabondes accueillent parfois le consommateur à certains restaurants des rues. Le peuple est réduit parfois à manger au voisinage de poubelles. Tout le monde fonctionne au voisinage de tonnes de poubelles, comme si c'était normal. Des marchands et des passants vivent dans ce voisinage infecte tout en vendant et achetant des vêtements usagés venus de la Floride et connus sous le nom de pèpè. Rares sont ceux concernés ou bouleversés par le côté exécrable de spectacles aussi révoltants.

Il n'existe actuellement et pratiquement aucune industrie nationale dans le pays. Le développement de l'agriculture est un préalable indispensable à l'économie pour la création d'emplois et la souveraineté alimentaire ; pourtant, notre pays est déstabilisé au profit de l'importation de nourriture : de riz venant des États-Unis grâce à la "bienveillance" d'un certain Bill Clinton ; un bon nombre des autres aliments provenant de la République dominicaine. Tout cela se révèle être un instrument de domination entre les mains des classes dominantes qui n'offrent aux jeunes du pays qu'une solution pour résoudre leurs problèmes : tenter d'aller trouver du travail ailleurs.

Combien de fois la population appauvrie n'a-t-elle pas protesté contre la misère dans laquelle elle survit ? Le pire c'est qu'à observer le pouvoir et les élites dirigeantes, ce monde irresponsable semble se comporter comme si le peuple ignorait qu'il est exploité, qu'il est humilié. Que non ! Il est victime, certes, mais sait revendiquer ses droits les plus élémentaires à une vie décente et saine. Et pour emprunter à Depestre : dans le secret de sa nuit corporelle, il mûrit son grisou de force révolutionnaire jusqu'à pouvoir s'en servir.

Dès lors, on peut comprendre en effet, et parfaitement bien pourquoi les dirigeants successivement ont maintenu la population dans un état d'analphabétisme, de sorte qu'elle soit plus facile à manipuler et à mobiliser justement contre son propre intérêt, jusqu'à même le pousser même à la résignation en lui faisant croire que sa vie dans un environnement d'ordures tient d'une fatalité divine.

Ceux qui font partie de la classe dominante sont surtout préoccupés par le souci de ne pas connaitre le sort, les souffrances des masses défavorisées qui ont bu presque jusqu'à la lie la coupe de la misère et de la pauvreté, n'en pouvant plus de réclamer liberté et dignité. Ainsi, elles se sont trouvées plutôt vouées à la cause du patron capitaliste, aux usines de sous-traitance qui n'apportent rien aux besoins vitaux de la majorité populaire, voire au pays.

L'opposition et le pouvoir sont deux forces minoritaires pro-impérialistes qui tiennent le pays et la majorité de la population en otage de sorte que le peuple soit comme une bande de moutons obéissants qu'ils peuvent mener là où ils l'entendent. Ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour affaiblir leur ennemi commun. Qui peut être leur ennemi commun sinon le peuple ?

Chacun de son côté, lors d'une simple manifestation anti-gouvernementale ou bien d'une quelconque inauguration, crie victoire, même si rien de concret n'est encore gagné. Et quant à l'avenir du pays, c'est le cadet de leurs soucis.

Qu'on ne se trompe pas sur les positions ou déclarations pseudo-nationalistes du pouvoir et de l'opposition destinées à la consommation des indécis et des naïfs pour les noyer davantage dans la confusion. Les masses haïtiennes ne doivent rien attendre de régimes inféodés au capital international car toutes leurs activités sont au détriment des intérêts nationaux.

Cela doit être très clair. Le peuple doit se libérer de cette mise sous tutelle qui le condamne à vivre dans le voisinage d'ordures, en somme les détritus eux-mêmes aussi bien que les dirigeants.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le pouvoir et l'opposition ont célébré le 18 mai





Manifestation de l'opposition le 18 mai 2021



Délégation présidentielle à l'occasion de la journée du drapeau



Défilé militaire à l'occasion du 18 mai

Par Isabelle L. Papillon

Le 18 mai 2018 n'est pas passé inaperçu, même quand il n'y a pas eu la traditionnelle commémoration coutumière à l'Arcahaie, berceau du drapeau. La 218e célébration du bicolore a eu lieu sans vraie émotion patriotique : tout juste un simple dépôt d'une gerbe de fleurs à l'hôtel de la patrie au Champs-de-Mars par Jovenel Moise accompagné de son épouse, Martine Moïse, du premier ministre a.i Claude Joseph, et de plusieurs autres ministres du gouvernement.

En présence des membres du corps diplomatique, du gouvernement, du rectorat de l'Université d'État d'Haïti, du haut état-major de la PNH et des forces armées, le président dans un discours de circonstance au Palais National s'est adressé à la nation, tout en profitant pour faire une plaidoirie en faveur de la nouvelle Constitution et du référendum contesté.

Dans la même veine, l'opposition a manifesté dans les rues de la capitale, sur la route de Delmas ; elle n'était pas en nombre imposant. Arrivée à Delmas 48, un dispositif de la police a empêchés les manifestants de continuer la marche sur la route de Delmas.

Des défilés ont eu lieu à Jacmel ; et dans la ville de Jérémie des enfants ont marché militairement au rythme d'une fanfare.

Par ailleurs, il y a eu des manifestations partout dans la diaspora, particulièrement à Washington, Floride et New-York pour dénoncer le gouvernement en place et réclamer une fois de plus le départ du président Jovenel Moïse tout en protestant contre son référendum constitutionnel prévu pour bientôt.

Claude Joseph reconduit à la primature!

Par Marie Laurette Numa

L'entente tant attendue entre certains membres de l'opposition et ceux du pouvoir en place n'a pas eu lieu sinon elle n'a pas encore accouché l'accord politique tant espéré par les protagonistes pour former le gouvernement d'union nationale.

Un tout nouveau PM devait sortir de cet accord et il faut signaler que le nom de l'ancien sénateur Dieuseul Simon Desras faisait la une de toutes les rumeurs qui circulaient dans la course vers le sommet de la primature.

Le processus n'a pas abouti, ainsi le vendredi 14 mai 2021, par un arrêté présidentiel le premier-ministre ad intérim Claude Joseph, qui est toujours en charge du ministère des Affaires étrangères, a été reconduit à nouveau pour un autre mois supplémentaire par le président de la République Jovenel Moise pour continuer à liquider les affaires courantes.

C'est sur son compte Twitter que le président ait indiqué : *« Le mandat du PM a.i @claudejoseph03 touche à sa fin aujourd'hui. Je le renouvelle pour la même durée. Le moment est venu pour trouver une issue favorable à cette crise qui dure depuis 35 ans. Ensemble, nous pouvons le faire »*

Quels sont les partis de l'opposition qui sont engagés dans ces négociations, personne ne le sait !

Est-ce qu'une solution de replâtrage va-t-elle permettre enfin le déblocage de cette crise politique entre les frères et sœurs de la classe politique bourgeoisie anti-populaire ?

Nous ne le croyons pas ! Les négociations en cours n'aboutiront à rien de nouveau qu'à la continuité de la descente en enfer, même quand une entente au sommet serait trouvée avec l'arrivée de la mission de l'organisation des états américains (OEA) prévue probablement pour les prochaines semaines.



Le président Jovenel Moise a reconduit pour un autre mois supplémentaire le premier-ministre ad intérim Claude Joseph

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Woodler Gabriel GASPARD d'avec son épouse née Nahomie DUVELSINT , pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Cavaillon de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Jean Louis OCTAVE de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous; Me Osemond CASTOR, juge en audience civile ordinaire et publique du dix sept juillet deux mille dix-huit, en présence de Me Vanna MANÉ, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Jean Claude Novembre

Il est ordonné. .. etc..... En foi de quoi......etc. ....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Henry Robert MASSILLON, d'avec son épouse née Claire Marie Katia LAGUERRE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port au Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi dix neuf novembre deux mille vingt, en séance tenante, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, greffier du siège

Il est ordonné. .....etc..... En foi de quoi...... etc.....

Me. Marcel CHERILUS,avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame Sabine PIERRE LOUIS d'avec son époux Dieunet JEAN JACQUES, pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse ;Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince, de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous; Me Annie FIGNOLE juge, en audience civile ordinaire du jeudi quinze octobre deux mille vingt, en présence de Me Jean Rolex MEROVE Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Me. Mozart TASSY

Il est ordonné. ....etc.... En foi de quoi.... etc .....

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public le Tribunal au voeu de la loi le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse à l'audience précitée pour faute de comparaître ; pour le profit, accueille l'action du demandeur le sieur Johnson DOZINA vu que cette demande est juste et fondée; admet en conséquence le divorce des époux Johnson DOZINA l'épouse Lucia SAINT VIL pour incompatibilité de caractère et abandon du toit Marital, aux torts exclusifs l'épouse ;Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux : Ordonne à l'officier de l'état civil de Liancourt compétent de transcrire sur les registres à ce destiné, le dispositif du présent jugement ; dit qu'un extrait sera publié dans l'un des colonnes d'un quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet le sieur Charlotin JEAN PIERRE huissier de notre Tribunal pour la signification du jugement; compense les dépens, vu la qualité des parties

Jugement rendu par nous Me. Gabnel FRANÇOIS juge en audience civile et publique en date du dix septembre deux mille dix neuf, en présence de Me. Remy CAJUSTE Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Pascal TOUSSAINT

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public ,maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à la susdite audience , pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame Thamara Noël d'avec son époux Steevenson Caruis FILSNAT, pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Commet l'huissier Goder GESTE du Tribunal pour la signification du présent jugement Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nerva VILMONT ,juge en audience civile, ordinaire et publiques en date du lundi vingt trois Décembre deux mille dix neuf en présence de Me Raynold DUBOIS , substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Willy BERNABE , greffier du siège

Il est ordonné. .....etc .....En foi de quoi. ......

Ainsi signé: Nerva VILMONT et Willy BERNABE, greffier

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public , maintient le défaut déjà accordé à l'audience du dix avril deux mille dix neuf et, pour le profit, se déclare compétent pour connaitre de l'action en divorce initiée par la dame Maryse PHILIZAIRE. Recconait les injures graves et publics proférés par l'époux , suivi de l'abandon du toit Conjugal par l'époux dans les circonstances sus-décrites; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux Waquine THELUSMA, la femme née Maryse PHILIZAIRE , pour les causes sus-énoncées; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Balance FORTUNE de la présente décision

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Donald DELICES, juge en présence de Me Wadson AZOR Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du citoyen Djim GUE, greffier du siège, en audience civile ordinaire et publique de ce jour mercredi Mai deux mille dix neuf, An 216ème de l'indépendance

Il est ordonné. ...etc .....En foi de quoi.... etc. .....

Djim GUE, greffier du siège

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame SHELLA ROSEMOND d'avec son époux KADARIUS JAREEL SANDERS pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce présent jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, MARLENE BERNARD DELVA ,juge en audience civile, ordinaire et publiques du sept juillet deux mille seize ,en présence de Me NEHEMIE JEAN BAPTISTE Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné. .....etc..... En foi de quoi..... etc .....

Me INGRID KARLINE WOOLLEY officier d'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public ; maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Edner BEAUVIL d'avec son épouse née Ermsgathe MÉUS , pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet commet l'huissier Canal Gabriel pour la signification de ce jugement; compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Annie FIGNOLE juge en audience civile ordinaire du huit septembre deux mille vingt, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier MOZART TASSY

Le sens de la fête du drapeau



C'est là la signification de l'union fait la force!

Par Raoul Gérard

18 mai 1803-18 mai 2021: Le 218e anniversaire du drapeau haïtien, symbole de l'indépendance et de la souveraineté d'Haïti!

Chaque année à la date du 18 mai, des patriotes haïtiens du monde entier, en Haïti comme dans la diaspora brandissent leurs drapeaux avec fierté pour marquer l'anniversaire du drapeau. Ils ont raison parce que le drapeau est un symbole de l'indépendance et de la souveraineté du pays et de la nation haïtienne. Nos ancêtres l'ont arraché sur le champ de bataille de l'armée indigène. Nous ne pouvons oublier cette grande femme, Catherine Flon, qui en participant à cette grande bataille a cousu le drapeau.

Le drapeau est le symbole de la confiance que nos pères avaient en tête car le drapeau a été créé avant même la dernière grande bataille de Vertières qui allait décider de notre VICTOIRE sur la plus grande armée de l'époque, l'armée de Napoléon Bonaparte , un grand dictateur criminel, empereur de France. Le drapeau était aussi le symbole de la puissance, de l'omnipotence, de la force, de la suprématie de nos vaillants combattants sur toutes les forces des colons. À ce jour, ce sentiment est enraciné dans le corps, l'esprit et l'âme du peuple haïtien. Nous devons continuer à nourrir, à reproduire et développer ce sentiment et cet esprit en permanence. Personne ne peut nous l'enlever.

Malheureusement, dès que nous avons obtenu notre indépendance, les colons ne sont pas réellement partis. Ils sont tout de suite entrés en conciliabule avec la nouvelle classe dirigeante réactionnaire émergente : les grandons et la bourgeoisie qui complotèrent l'assassinat du père de la nation, Jean-Jacques Dessalines et écrasèrent la première et vraie révolution anticolonialiste, anti-esclavagiste. Depuis plus de 2 siècles, la majorité des classes réactionnaires qui ont pris la richesse et la direction de l'Etat ont agi contre le pays et contre les intérêts fondamentaux du peuple haïtien. La majorité de la population a été exclue de toutes les décisions économiques, politiques et idéologiques /culturelles du pays.

Aujourd'hui 18 mai 2021, la majorité de la population a augmenté. Elle compte 16 millions de personnes. 12 millions en Haïti et 4 millions dans la diaspora. A l'occasion du 218e anniversaire du drapeau de la nation haïtienne, nous devons nous répondre à une question. La question est de savoir comment cela a-t-il pu arriver pendant 215 ans ? Qu'une petite minorité de potentats de prendre le contrôle de toute la richesse et de l'état / politique du pays et de décider sans que la majorité ne soit pas incluse ? Alors, imaginez-nous, aujourd'hui, nous sommes 16 millions d'Haïtiens qui laissent une petite minorité de hors la loi prendre le contrôle de nos 27 750 Km2 ! Qu'est-ce qui nous arrive ? Où sont les guerriers haïtiens, les combattants, braves d'antan qui se sont battus de 1791à 1804 et vaincu la plus grande armée du monde? Sommes-nous en train de dormir au volant de la lutte ?

Quand dansera-t-il dans nos têtes l'esprit révolutionnaire de Dessalines, de François Cappois dit Capois la Mort, de Makandal, de Charlemagne Peralte, de Benoit Batraville, pour ne plus accepter que les nègres colonisés et les colons impérialistes nous écrasent ainsi que notre pays? Quand dirons-nous NON à la petite minorité qui utilise les violences de toutes sortes pour nous opprimer, nous dominer, nous exploiter, nous réprimer, nous kidnapper et nous massacrer ?

Aussi, quelle réponse apporterons-nous donc en ce 21ème siècle, en ce mois de mai 2021 en tant que génération de combattants, guerriers, militaires courageux ? Nous n'avons pas le temps de déclamer, de plaisanter, de jouer, de nous amuser, de nous saouler de belles paroles. Ne sommes-nous pas fatigués de nous laisser exploiter. Nous sommes habitués à nous battre au profit d'autres gens qui prennent le pouvoir pour régler leurs propres affaires. Il y a longtemps que nous agissons ainsi. N'est-il pas temps de faire un revirement total. Il est temps, il est temps pour nous autres de prendre notre destin en main et de devenir Maître de notre propre Destin.

Si nous, Haïtiens, sommes habitués à nous battre, à mourir et donner le pouvoir à des imposteurs, c'est le moment pour nous-mêmes de lutter davantage de sorte que nous puissions prendre les rênes de l'Etat au profit des intérêts fondamentaux de notre collectivité. Cela nous oblige à nous organiser de manière autonome pour relever le défi de la petite minorité des classes dirigeantes réactionnaires, les politiciens opportunistes, la bourgeoisie réactionnaire que les puissances impérialistes ont placé devant nous-mêmes les16 millions d'Haïtiens. Nous devons y réfléchir sérieusement. Nous sommes 16 millions de braves face à une petite minorité d'assassins, de criminels, corrompus à la tête du pays.

Seul l'esprit de collectivité / l'esprit de solidarité peut nous sauver du mal dans lequel nos ennemis, à savoir les classes réactionnaires (bourgeoisie, grandons), les politiciens opportunistes, la bourgeoisie réactionnaire et les colons impérialistes nous tiennent et entretiennent. C'est là la signification de l'union fait la force! C'est pour nous donner la force et la confiance nécessaires pour encourager le combat collectivement jusqu'à la victoire finale. Et c'est tout le sens de commémorer le drapeau comme symbole de notre indépendance et de notre souveraineté en tant que peuple haïtien !

Grenadiers, à l'assaut! Nous vengerons les morts !

Vive la lutte autonome du camp populaire et des ouvriers comme potomitan !

Raoul Gérard

Débat sur Napoléon : interview de Joao Gabriel

« Le débat sur Napoléon est révélateur de la position subalterne des Afro-descendants en France »

Après les déclarations politiques et médiatiques controversées sur l'esclavage, le colonialisme ou « la grandeur de la France », Joao Gabriel, Doctorant en histoire, décrypte l'eurocentrisme dans la manière d'écrire l'histoire de l'abolition. Propos recueillis par Maïa Courtois

Basta ! : L'historien Jean Tulard affirmait sur RMC, le 5 mai, que « personne ne conteste à l'époque » le rétablissement de l'esclavage par Napoléon. Personne… Sauf, pour commencer, les personnes subissant elles-mêmes l'esclavage, et y résistant. Cette invisibilisation est-elle au cœur de ce que vous qualifiez « d'eurocentrisme » du récit historique français ?

Joao Gabriel [1] : L'eurocentrisme des récits historiques possède différentes facettes. Certaines sont immédiatement détectables, comme dans les propos de Jean Tulard : il s'agit par exemple de légitimer des personnages historiques responsables de massacres. Chercher à absoudre ces figures en brandissant le contexte dans lequel elles évoluaient est une position qui n'a rien de neutre. Elle renseigne sur les fictions nationalistes qui n'épargnent pas le monde de la recherche.

Que nous disent au fond les historiens comme Jean Tulard ? « Laissez-nous célébrer en paix une certaine idée de la grandeur de la France ». Au prix de la dignité des Afro-descendants... D'autres formes d'eurocentrisme sont plus subtiles. Il s'agit par exemple de nier aux populations subalternes le rôle d'agent de l'histoire. C'est-à-dire de considérer les Européens comme moteurs uniques ou principaux des mouvements de l'histoire. Cette vision, critiquée depuis longtemps, continue d'être un enjeu de réflexion pour de nombreux chercheurs, comme Sylviane Larcher. Découvrir, tardivement, les travaux de l'historien guadeloupéen Oruno D. Lara a aussi été l'occasion pour moi de penser l'histoire hors de ces logiques de « centre ».

Basta ! : Vous qualifiez la Révolution haïtienne d'événement « refoulé » dans le récit historique français. En quel sens ?

Joao Gabriel : La chercheuse Noémi Michel parle de « politiques d'omission de la Révolution haïtienne », et c'est particulièrement vrai dans le contexte français. Je n'ai jamais autant entendu parler de cette révolution que depuis que je suis dans le milieu universitaire états-unien... En Guadeloupe, pour les garants de l'ordre français, Haïti joue le rôle de figure repoussoir. De même, dans les discours courants sur la situation d'Haïti, on parle peu des entraves économiques et politiques établies par la France, avec la « dette » imposée suite à l'indépendance [2] ; puis par les États-Unis avec l'occupation, et ainsi de suite.



La révolte des esclaves d'août 1791 à Saint-Domingue

Certes, il faut distinguer ce qui se fait dans la recherche à propos de cette histoire, et comment elle circule hors du monde académique. Malgré tout, il n'y a pas d'histoire « hors » du politique. L'histoire, même professionnelle, s'écrit dans des contextes précis qui pèsent sur les travaux (la façon de lire les archives, ce que l'on juge ou non essentiel...), malgré les efforts méthodologiques d'objectivation. L'institutionnalisation de l'histoire comme discipline à la fin du 19ème siècle est elle-même un processus politique. Comme le montre l'anthropologue Michel-Rolph Trouillot, l'histoire est un champ de bataille entre des groupes aux intérêts antagonistes. La Révolution haïtienne, dans son effacement, en est un exemple particulièrement éclairant. *« Les confrontations sur l'histoire de l'esclavage n'ont pas à voir avec le « passé » comme on l'entend souvent, mais illustrent les conflits qui s'énoncent au présent. »*

Basta ! : Dans un de vos articles, vous écrivez : « Cette idéologie eurocentrée de l'abolition obscurcit pour une bonne partie la dimension contemporaine des enjeux de l'esclavage atlantique. » Qu'entendez-vous par là ?

Joao Gabriel : Le débat sur Napoléon est révélateur de la position subalterne des Afro-descendants en France. De la même façon qu'il est possible pour le président Macron de s'étendre en long et en large sur Napoléon, de déclarer même qu'il représente « une partie de nous » – de quel « nous » s'agit-il ? –, il est possible pour la justice française de prétendre à la « prescription » quant au scandale du chlordécone. Les confrontations sur l'histoire de l'esclavage n'ont pas à voir avec le « passé » comme on l'entend souvent, mais illustrent les conflits qui s'énoncent au présent. Bien sûr que beaucoup de choses ont changé depuis 1848, mais l'asymétrie originelle demeure. Et s'il y a asymétrie, il y a conflit. En Guadeloupe, dans des conflits salariaux, les grands patrons sont parfois traités « d'esclavagistes ». La mobilisation de l'esclavage et de l'abolition est la langue de nos conflits, en tant qu'Afro-descendants dudit « outre-mer », avec la France et les puissances d'argent. Tout cela est très actuel.

Basta ! : Dans les territoires qui furent les anciennes colonies du système esclavagiste, quels acteurs produisent des contre-récits ?

Joao Gabriel : Les critiques de ce qu'on appelle le « schoelchérisme », à savoir le fait de donner une importance centrale à Victor Schoelcher dans le processus abolitionniste, minorant voire excluant ainsi les luttes menées par les opprimés eux-mêmes, ne sont pas nouvelles. Dès 1981, l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de Martinique publie les Documents pour l'étude de la Révolution anti-esclavagiste de mai 1848 en Martinique (1815-1855). Il y est réclamé la valorisation du combat contre l'esclavage mené par les esclavisés eux-mêmes. En dehors du travail des professeurs, en Guadeloupe par exemple, dans ce qu'on appelle les Mas, ou « mouvman kiltirèl », de même que les mouvements nationalistes, il y a un travail de contre-récits de longue date – qui entre parfois en tension avec la recherche. Récemment enfin, des initiatives se sont multipliées : des podcasts (Oliwon Lakarayib, Cases Rebelles, Mwakast…), des plateformes sur des activités de recherches (Tan Listwa, Oliwon Listwa), des revues (Lespwi Savann, Zist…), des formats innovants sur Instagram (Identités Caraïbes, Naosibes…), et même une toute jeune application d'e-learning sur l'histoire des Antilles (RJVert). Il y a tant d'autres projets à citer. Les actrices et acteurs sont divers, les matériaux différents. Mais je les inscris dans une dynamique convergente qui perpétue le travail de transmission et de décentrement pour repenser l'histoire des Antilles, et les enjeux du présent, depuis la Caraïbe mais aussi dans la diaspora.

Basta ! : La production de contre-récits passe-t-elle nécessairement par l'émergence de figures héroïques non-européennes ?

Joao Gabriel : Contrairement à ce qui se dit parfois, les héros Afro-descendants sont déjà mentionnés dans les discours officiels commémorant l'abolition. Les présidents français peuvent nommer des figures, comme Toussaint Louverture - plutôt que Dessalines qui fut un héros vainqueur, et non vaincu comme Louverture, comme me l'a fait remarquer l'écrivaine Stéphane Martelly - ; en revanche, ils ne nomment jamais les processus auxquelles ces figures renvoient : ici, la Révolution haïtienne. De même, on peut mentionner Solitude ou Ignace, mais sans les inscrire dans la révolte contre le rétablissement de l'esclavage en 1802 par Napoléon en Guadeloupe. La personnification des luttes permet d'esquiver une confrontation plus forte avec l'histoire. Je ne suis pas contre le fait que des peuples aient leurs figures héroïques, surtout s'il s'agit de peuples qui ont dû lutter pour leur libération et leur dignité. Je pense simplement qu'il faut refuser de les détacher de la dynamique collective qui les a produits.

« Obliger un État à officialiser une commémoration est à la fois une victoire – pour passer de l'indifférence à la reconnaissance – mais c'est aussi l'ouverture d'un nouveau front »

Basta ! : Dans votre blog, vous posez la question suivante : « Quel est le sens de commémorations « nationales » de l'abolition de l'esclavage, sous l'égide d'une République encore coloniale, même si la forme a changé ? Quel est le sens de ces commémorations lorsque les békés (descendants des colons européens, originaires de Martinique ou de Guadeloupe, ndlr) assistent eux aussi à ces commémorations ? »

Joao Gabriel : Les commémorations officielles prônent la réconciliation, ce qui revient à de la pacification, puisque le sujet par exemple des réparations économiques est mis de côté. Aussi, ces commémorations fonctionnent comme une légitimation du régime républicain. Il s'agit de rendre indissociable l'abolition et la République. Cela pose problème quand on considère l'abolition dans les différents contextes européens comme une réforme pour améliorer le système colonial, comme le montrent par exemple les travaux de Lauren Benton.

Au-delà, je considère qu'il n'est pas possible de commémorer avec un État qui entretient une gestion néocoloniale avec ledit « outre-mer » comme avec les anciennes colonies africaines. On peut certes réclamer des reconnaissances officielles. Mais il faut avoir conscience qu'elles sont toujours à double tranchant : obliger un État à officialiser une commémoration est à la fois une victoire – pour passer de l'indifférence à la reconnaissance – mais c'est aussi l'ouverture d'un nouveau front : la lutte contre l'instrumentalisation de ce qui désormais passe sous son contrôle. Certaines initiatives s'affranchissent du besoin de commémorer « avec l'État » comme Aboli'sons en 2016 à Marseille, pour ne citer qu'elle. D'autres, tout en restant financées par l'État, possèdent un certain degré d'autonomie : c'est le cas des projets développés en Guadeloupe au niveau des écoles, collèges ou lycées.

Basta ! : Vous écrivez, enfin : « Arrachons donc la question de l'esclavage atlantique du terrain de la seule mémoire, et veillons à la maintenir sur le terrain politique et économique, à côté de la mémoire. » Valoriser des contre-récits historiques, et des formes alternatives de commémorations, ne suffit donc pas ?

Joao Gabriel : Ce que nous ne gagnons pas, ou ce que nous perdons, sur les questions mémorielles et symboliques, renvoient à nos conditions matérielles plus globales. À savoir, une hiérarchie entre la France et ledit « outre-mer », une dépendance économique, et des rapports de classe : enjeu du foncier, accès à l'emploi, moyens de production détenus par quelques grands groupes, sociologie de la haute administration, part proportionnellement plus élevée de la population carcérale, etc. Tout cela porte, pour partie, la marque de cette histoire coloniale que nous évoquons depuis le début. Bien plus qu'une connaissance de l'histoire – même si c'est important –, ce qui changera nos rapports avec la France au présent, c'est l'articulation des différentes luttes politiques, économiques et intellectuelles, qui se déroulent autant chez nous qu'en France.

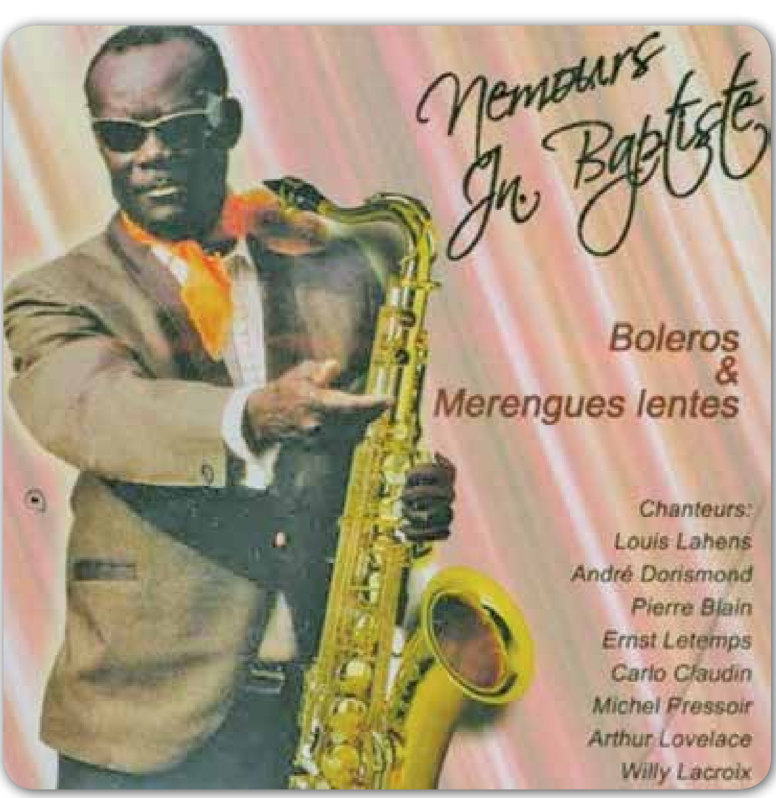
Notes

[1] **Joao Gabriel**, inscrit à la Johns Hopkins University, travaille en particulier sur la place de la prison dans les débats autour de l'abolition de l'esclavage. Au niveau de ses engagements politiques, il a rejoint en 2018 la Ligue Panfricaine-Umoja et s'est rapproché en 2021 de l'Alyans Nasyonal Gwadloup. Nombre de ses écrits sont à retrouver sur son blog.

[2] À ce propos, voir la récente publication d'une importante base de données sur les indemnités versées aux anciens propriétaires d'esclaves, imposées par l'Etat français à Haïti, plongeant le pays dans un endettement chronique.

Bastamag 12 Mai 2021

18 me : Drapo a monte/ Nemours Jean Baptiste travèse



Nemours Jean Baptiste

J. Fatal Pya

Machann dlo konbyen ou vann kalbas dlo Men 2 pou 15 Pawòl chante Nemours Jean Baptiste

Se vre 18 me 2021 an fè n sonje kouman yon dikdal potorik gason kanson te kanpe tèt rèd devan mouche blan kolon. Se konsa anpil koze pale sou dat 18 me 1803 sa a kote Papa Desalin ak konpayèl li yo pami yo Petyon te pran yon desizyon pou yo te mare yon gwo konplotay. E se konplotay sa a ki te akouche drapo sa a ki se senbòl fyète n diyite n ak souverènte n.

18 me 2021 an fè 218 lane depi drapo sa a pe yaya kò l sou douvanjou Ayiti. Men tou nou tout admèt se pa ni de ni twa kalòt marasa l pa pran anba pat zago zagoloray san zantray. Pou jis jounen jodi a pa gen anpil kanmarad ki janm konn ki koulè batwèl machwè drapo sa te ye vre premye jou Katrin Flon te koud li a nan vil Lakayè.

Tanto w tande l se nwa ak wouj. Tanto w tande se wouj ak ble l te ye. Tanto w tèl fason l te koud. An tou ka sèl sa n konnen kabouya ant potanta ki kite lwa pouvwa sele chwal yo tonbe fè lesefrape tout jounen tout lannnnwit san fren. Lè konsa se rete w rete w wè talon bòt pwofesè respè dwa moun ak papa demokrasi yo pe paweze sou 2 pòpyè je drapo a kote yo sal li ak labou lokipasyon.

Anpil fwa gen Ayisyen ti loulout ki kite foli gwo mago fè yo envite menm kolon kretyen yo vin krache sou lestomak drapo n yo. Men tou gen plizyè Kanmarad konsekan ki toujou twouse ponyèt diyite yo pou yo netwaye tout plòt krache yo. Men chimen batay pou lave diyite Drapo n yo pou jis jounen jodi toujou gen anpil pikan kwenna divizyon ak kou trèt ladan l. Si n gen de dirijan toudenkou ki pa gen yon ti zing respè pou tèt yo alevwa pou Drapo n nan.

36 lane depi Nemours Jean Baptiste travèse

Drapo pou Drapo 18 me 2021 an fè 36 lane depi Nemours Jean Baptiste te mache rara a. Nonm Nemours sa a w tande a se li menm ki te 1ye monte drapo konpa sou ma lakilti a. Pou jis jounen jodi a depi w tande yon mizik konpa ki pe balanse ak bon jan kadans, w mèt konnen se Nemours ki papa l se Madan Nemours ki manman l

Nonm Nemours sa a papa Konpa a te tèlman maton nan soufle van nan saksofòn, anpil tan pa t ap ase pou n pale de li. Men sa n ka toujou drapo konpa a Nemou te monte a, kontinye ap flote nan de twou zòrèy anpil peyi. Nemours kote w ye a pa janm kite saksofòn w atè.

Paske loksidan enperyalis gaspiye tout sa n genyen. L gaspiye drapo diyite n nan ma labou okipasyon derespektan. Menm drapo Konpa a nan moman an Kowona Awona fè l pran plizyè desè peti pataswèl. Nemou pa rete poze kote w ye a. Toujou soufle saksofòn w. Nou di w ochan dirèk dirèk pou sa Mayestwo Konpa Dirèk la.

Ki siyifikasyon fèt drapo a ?

Raoul Gérard

18 me 1803 - 18 me 2021 : 218yèm anivèsè drapo ayisyen an, senbòl endepandans ak souverènte Ayiti !

Dizui (18) me chak lane patriyòt Ayisyen toupatou sou Latè, an Ayiti ak nan dyaspora a brandi Drapo yo ak tout fyète pou make Anivèsè nesans Drapo a. Yo gen rezon paske Drapo a se senbòl Endepandans ak Souverènte Peyi ak Nasyon Ayisyen an Zansèt nou yo te rive rache nan Chan Batay Zam Alamen ak Lame Endijèn la. Nou pa ka bliye gwo fanm sa a, Katrin Flon, ki te koud drapo a antanke patisipan nan gwo batay sa a.

Drapo a se senbòl Konfyans Zansèt nou yo te genyen nan tèt yo paske Drapo a kreye anvan menm dènye Gwo Batay Vètyè a ki ta pral deside VIKTWA nou sou pi gwo lame alepòk, lame Napoleyon an, yon gwo diktatè kriminèl, Wa Franse. Drapo a tou se te senbòl Pisans, Omnipotans, Fòs, Sipremasi Konbatan Vanyan nou yo sou tout fòs kolon yo. Jouk jounen jodi a, Santiman sa a pran rasin nan tout kò, tout lespri, tout nanm Pèp Ayisyen an. Nou dwe kontinye nouri, repwodui ak devlope santiman ak lespri sa a anpèmanans. Pesonn pa kapab dechouke l nan nou.

Malerezman, osito nou te pran Endepandans nou an, kolon yo pat demòd. Yo te mare sosis yo ak moveje lokal yo, nouvo klas dominan reyaksyonè ki te emèje yo, grandon ak boujwazi a pou sasinen Papa Nasyon an, Janjak Desalin epi kraze revolisyon an. Depi plis pase 2 syèk, laplipa klas reyaksyonè yo ki pran richès ak leta peyi a annotaj aji kont peyi a ak kont enterè fondamantal Pèp Ayisyen. Yo ekskli majorite Pèp la nan tout desizyon ekonomik, politik ak ideyolojik/kiltirèl nan peyi a.

Jounen jodi a, 18 me 2021, majorite a ogmante. Majorite a nan chif 16 milyon moun. 12 milyon an Ayiti epi 4 milyon nan dyaspora a. Nan okazyon 218èm Anivèsè Drapo Nasyon Ayisyen an, nou gen pou poze tèt nou yon kesyon ak yon repons. Kesyon an se kouman li fè posib pou pandan 215 lane yon ti minorite zwit pran kontwòl tout richès ak leta/politik peyi a epi deside san majorite a pa ladann? Kidonk, imajine nou, jounen jodi a, nou a 16 milyon Ayisyen ki kite yon ti minorite vwayou pran kontwòl 27,750 Km2 nou an! Kisa k ap pase nou konsa a? Kot Ayisyen Gèrye, Militè, Konbatan, Vanyan ki te fè 1791-1804 yo e ki te bat pi gwo lame sou Latè a? Èske dòmi pran nou sou volan an?

Kilè Lwa Desalin nou, Lwa Kapwa Lamò nou, Lwa Makandal nou, Lwa Chalmay Peralt nou, Lwa Benwa Batravil nou pral danse nan tèt nou pou nou pa asepte tinèg esklav kolonize ak peyi kolon enperyalis kraze nou ak peyi nou? Kilè nap di NON a ti minorite zwit kap sèvi ak vyolans tout kalite pou oprime nou, dominen nou, eksplwate nou, reprime nou, kidnape nou ak masakre nou?

Ositou, ki repons n ap pote a epòk pa nou an nan 21yèm syèk la an me 2021 antanke yon jenerasyon Konbatan, Gèrye, Militè, Vanyan? Nou pa gen tan pou n ap ranse, betize, jwe, plezire, bwè tafya. Nou bouke goumen pou bourik travay, chwal galonnen. Nou abitye goumen pou dòt moun pran pouvwa epi se zafè pa yo, y al regle tousè l. E nou gen lontan n ap fè sa. Nou dwe fè ripti total ak bagay sa a. Li lè, li tan pou nou pran desten nou nan pwòp men nou epi vin mèt desten nou.

Si nou menm Pèp Ayisyen abitye goumen, pran pataswèl ak mouri pou bay vakabon pouvwa, nou dwe kapab goumen pi rèd pou nou pran pouvwa kolektivman nan enterè fondamantal kolektif pa nou. Sa mande nou òganize tèt nou yon fason otonòm pou leve defi ti minorite zwit klas dominan reyaksyonè yo, politisyen abolotcho yo, tiboujwazi reyaksyonè a ak peyi kolon enperyalis yo mete devan nou menm 16 milyon Ayisyen. Nou dwe reflechi seryezman sou sa. Nou se 16 milyon moun vanyan anfas yon ti minorite asasen, kriminèl, kowonpi alatèt peyi a.

Se espri kolektivite/espri solidarite sèl ki kapab sove nou, nan sa lenmi nou yo, asavwa, klas reyaksyonè yo (boujwazi, grandon), politisyen abolotcho yo, tiboujwazi reyaksyonè a ak peyi kolon enperyalis yo mete nou an. SE SA KI LINYON SE LAFÒS LA! Se sa ki pou ba nou pisans ak konfyans nan tèt nou pou nou ankouraje mennen batay la kolektivman jiskobou, jiska laviktwa final. E se sa tout sans komemorasyon drapo a kòm senbòl endepandans ak souverènte nou antanke pèp ayisyen!

Grenadye alaso! Sa ki mouri, n ap vanje yo!

Viv lit otonòm kan pèp la ak travayè yo kòm potomitan!

Raoul Gérard



Se sa ki linyon se lafòs la!

Des policiers impliqués dans le meurtre de Péguy Siméon sont arrêtés



Péguy Siméon

La direction de la Police nationale haïtienne (PNH) a confirmé ce jeudi que les agents impliqués dans une affaire de brutalité policière qui a coûté la vie à un citoyen, ont été arrêtés et sont en détention et en isolement. L'affaire de brutalité policière, enregistrée sur vidéo par plusieurs personnes, a entraîné la mort d'une personne. Le commissaire de police du Nord-Est, F. Saint-Fort, a confirmé que quatre des policiers identifiés sont en isolement.

L'incident a eu lieu dimanche dernier dans la commune de Ouanaminthe, à la frontière avec la République dominicaine. Selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, les agents ont jeté Péguy Siméon du toit d'un bus puis l'ont battu. Le jeune homme est décédé des heures plus tard des suites de ses blessures.

La Direction Départementale de la Police de l'Ouest a confirmé l'implication de la police du commissariat de Ouanaminthe dans le passage à tabac, et a pris les mesures nécessaires pour les mettre à la disposition des enquêteurs.

Le commissaire de police, Fritz Saint-Fort, a déclaré avoir vérifié le fait à travers les vidéos qui leur avaient été présentées et décidé d'agir après avoir vérifié ses graves implications.

L'officier a également reconnu «que la victime n'était pas armée ou ne représentait pas une menace imminente qui mettrait en danger la vie des agents».

Il a souligné que, selon les dispositions actuelles de l'institution policière, ils ne devraient pas faire un usage excessif de la force quel que soit le niveau de résistance ou le niveau de violence déployé à leur encontre, mais plutôt un usage proportionnel.

Il a précisé que, dès qu'une mort humaine est survenue, il y aura des sanctions pénales et des mesures seront fixées en fonction de la responsabilité et du rang de chaque agent impliqué dans l'acte. L'utilisation d'une canne non autorisée par la police sera également censurée.

Fritz Saint-Fort a estimé qu'une opportunité se présente pour la PNH d'identifier des agents qui, malgré la formation reçue et l'expérience acquise au sein de l'établissement, continuent de faire preuve d'un tel comportement. De plus, il a rassuré sur l'issue rapide de l'affaire.

Péguy Siméon venait d'être rapatrié par les autorités de la République dominicaine et avait entamé un voyage de retour chez lui. Après être tombé du bus d'où il a été jeté et avoir subi un coup sévère, il a été brutalement battu et, selon des témoins, abusé sexuellement par des policiers.

Le Bureau de la protection des citoyens a qualifié les événements de regrettables et dégoûtants et a rappelé aux forces de sécurité que le corps humain est inviolable.

L'Organisation a rappelé que "les autorités policières ont pour mission de protéger et de servir la population, et doivent respecter scrupuleusement l'intégrité physique, morale et psychologique de toutes les personnes", a-t-il déclaré.

Résumé de l'Amérique latine
13 mai 2021

Arrestation de Sonson Lafimilia

Par Marie Laurette Numa

Le samedi 15 mai 2021, en République dominicaine, le chef du gang Galil Woodly Ethéart dit Sonson La Familia a été arrêté par des policiers Dominicains, alors qu'il était venu assister à un concert de son ami, l'ex Président Michel Martelly la veille le vendredi 14 mai au Hard Rock Café.

Il a été remis à la Police Haïtienne le dimanche 16 mai 2021, du fait qu'il avait un avis de recherche contre lui par la justice haïtienne pour enlèvement et séquestration, blanchiment d'avoirs illicites, trafic de stupéfiants et association de malfaiteurs. Le gang Galil est responsable de l'enlèvement de 17 personnes en six ans et a recueilli 1,5 million de dollars en rançon. La PNH ne faisant pas son boulot puisque ce chef du kidnapping déambulait librement dans les rues de Pétion-Ville sans être inquiété.

Rappelons qu'un juge de la cour de Cassation lui avait ordonné de retourner en prison en 2018 puisque le jugement qui l'avait libéré ainsi de ses complices en date du 5 mars 2015 pour insuffisance de preuves et de charges du juge d'instruction Lamarre Bélizaire n'a pas été cassé par la justice haïtienne.



Le chef du gang Galil Woodly Ethéart dit Sonson La Familia arrêté par des policiers Dominicains

Woodly Ethéart alias « Sonson La Familia est présentement en garde à vue à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) pour les suites nécessaires. Nos remerciements aux forces policières de la république voisine.

Oppositions et Jovenel Moïse, dialogue impossible !



Youri Latortue et Jovenel Moise

Ah comme il est difficile de s'asseoir entre Haïtiens ! C'est le triste constat fait par un membre de la hiérarchie de l'église catholique haïtienne après les semaines de cafouillage qu'on a enregistrées en Haïti suite à l'appel au dialogue lancé par certains partis politiques de l'opposition plurielle. Au cours de la première semaine du mois d'avril 2021, le pays et les médias en particulier avaient été informés dans une note de presse publiée par l'organisme œcuménique : Religions pour la Paix Haïti (RPPH), indiquant qu'il vient d'être chargé d'une mission de médiation initiée par quatre partis politiques de l'opposition sur la crise politique haïtienne. Les quatre formations politiques à l'origine de cette énième tentative sont : AAA (Artibonite An Aksyion) de l'ancien sénateur Youri Latortue, UNIR-Haïti dirigé par le journaliste Clarens Renois, MTV-Ayiti (Mouvement Troisième Voie) présidé par l'homme d'affaires Dr Réginald Boulos et ANFOS (Alliance Nationale des Forces Organisées pour la Solidarité) dont l'ancien sénateur Simon Dieuseul Desras est l'un des dirigeants.



Mgr Pierre André Dumas

Elles sollicitent l'organisation religieuse pour prendre contact avec le pouvoir en vue de renouer le dialogue forcément dans la perspective de trouver un accord sur cette crise qui perdure. C'est une initiative qui était en cours depuis la fin du mois de janvier 2021 à l'approche du 7 février 2021, date à laquelle, selon les oppositions, Jovenel Moïse aurait dû quitter le Palais national. Mais, personne n'avait pipé mot pendant que les dirigeants de Religions pour la Paix Haïti entamaient discrètement les premières démarches avec les autres organisations politiques. Prudents, compte tenu des précédentes initiatives qui s'étaient toutes soldées par des échecs cuisants, les responsables de Religions pour la Paix Haïti voulaient, dans un premier temps, garder le secret sur les noms de ceux qui l'avaient sollicitée pour cet exercice incertain et périlleux tant cette affaire de dialogue demeure une Arlésienne, sinon, un dossier brulant et source de mésentente.

Même la branche vaudouïsante de cette assemblée œcuménique n'a pas voulu s'exprimer ouvertement tant que tous les acteurs ne se seraient informés de cette initiative. La manbo Euvonie Georges Auguste, de la Conférence Nationale des Vodouisants Haïtiens (Konfederasyon Nasyonal Voudouizan Ayisyen » (KNVA), l'une des responsables de cette structure pluri-religieuse contactée tout au début sur le sujet par la presse a avancé prudemment « Il n'y pas encore de matières à divulguer puisque c'est un processus qu'on essaie de mettre en place » disait-elle. C'est durant les fêtes de pâques que l'information avait fini par fuiter. Une fuite, certes, volontaire de la part des dirigeants de Religions pour la Paix souhaitant sans doute sonder ou commencer à déminer le terrain. Finalement, ils avaient tous raison d'être prudents. En effet, sous la pression constante de la DIRPOD (Direction Politique de l'Opposition Démocratique), le fer de lance des oppositions au Président Jovenel Moïse, l'organisme religieux a dû révéler en catastrophe l'identité de tous les dirigeants politiques ayant faire la démarche auprès de ses services pour tenter de se rapprocher de l'équipe du chef de l'Etat.

Sitôt la nouvelle rendue publique, l'affaire tourne au psychodrame entre d'une part les leaders de l'opposition radicale, particulièrement le Secteur Démocratique et Populaire (SDP) le groupe mené par Me André Michel, et d'autre part au sein même de Religion pour la Paix. On se souvient qu'il y a déjà eu plusieurs ratages dans cette sempiternelle recherche de dialogue entre les deux protagonistes à savoir l'opposition plurielle et le pouvoir. En 2019, c'était la présidence de la République qui sollicitait cet organisme comme médiateur. Mais, compte tenu de la tension politique et le climat social de l'époque, Religions pour la Paix avait décliné l'invitation du pouvoir qui voulait l'avoir comme médiatrice dans cette crise politique sans fin. Pour la dernière en date, l'initiative venait directement de Religions pour la Paix qui souhaitait voir s'il serait possible de mettre face à face les acteurs de la crise politique.

Mais, très vite, l'affaire avait fait un tel tollé que les dirigeants de cette plateforme interreligieuse avaient rapidement abandonné le projet. Cette fois-ci, Religions pour la Paix n'était pas demandeuse. Elle avait accepté seulement de jouer les bons offices après consultation auprès de la branche internationale de l'organisme interreligieux qui, en quelque sorte, lui avait donné le feu vert à en croire le courrier qui a été envoyé par le Secrétariat de Religions pour la Paix Haïti aux différents leaders de l'opposition plurielle. En effet, le Révérend pasteur Clément Joseph du Secteur protestant, en tant que Secrétaire général de l'organisation, avait pris le soin d'expliquer les raisons pour lesquelles son organisation avait accepté de répondre positivement aux demandes des dirigeants politiques de UNIR, AAA, ANFOS et MTV en quête d'un dialogue qui paraît impossible. Dans un long courrier en date du 31 mars 2021 adressé aux responsables de la Direction Politique de l'Opposition Démocratique, l'ex-Secrétaire général, puisqu'entre-temps il a démissionné de l'organe de Religions pour la Paix Haïti suite aux controverses qu'a suscitées cette initiative, pasteur Clément Joseph écrit : « Comme le plan quinquennal 2020-2025 de Religions pour la Paix Haïti ne considère pas le volet médiation entre des leaders politiques, elle avait décliné ces demandes.

Cependant, la détérioration des conditions socio-économiques du peuple haïtien, les cas de kidnappings à répétition, l'insécurité généralisée et la polarisation de la situation politique du pays ont contraint Religions pour la Paix Internationale à publier un communiqué le 9 mars 2021 invitant les protagonistes de la crise haïtienne à dialoguer afin de trouver une solution négociée à cette crise qui a trop duré. Dans cette même note, Religions pour la Paix Internationale encourage Religions pour la Paix Haïti à répondre favorablement à toute demande de médiation qui viendrait des partis ou regroupements politiques et de la société civile. C'est ce cheminement qui a conduit RPPH à répondre favorablement aux demandes des uns et des autres et amorcer cette initiative de médiation en s'adressant à MTV et AAA (les premiers demandeurs) et à d'autres partis ou regroupements politiques incluant le parti au pouvoir ». Sur ce point, il n'y a pas de malentendu. Il est clair que c'est bien une initiative de certains chefs de l'opposition plurielle et pas de Religions pour la Paix Haïti.

D'ailleurs, cette démarche est confirmée par tous ceux ayant contacté ou sollicité le Secrétariat de cette organisation religieuse, certes, de moins en moins respectée par la classe politique dans un contexte où tout le monde se méfie de tout le monde. Que ce soit le Président du Mouvement Troisième Voie (MTV), Réginald Boulos, que ce soit le chef de UNIR, Clarens Renois, sans oublier le tout puissant patron de l'AAA, Youri Latortue, tous soutiennent que c'est bien à l'initiative de leurs partis que Religions pour la Paix s'est adressée aux autres acteurs y compris ceux qui sont proches du pouvoir. Selon Dr Boulos : « Tous les groupes et formations politiques ont le même objectif : faire partir Jovenel le plus tôt possible. Aucune stratégie n'est forcément meilleure que d'autres. Et toutes les stratégies sont importantes. La négociation, la mobilisation, la coopération avec les canaux diplomatiques. Nous ne sommes pas dans une confrontation avec nos amis de l'opposition tant que l'objectif est le même.

Il y en a qui croient que la stratégie du « Peyi Lòk » est la meilleure. D'autres utilisent les manifestations intensives. Le MTV-Ayiti salue le courage de tous ceux qui contribuent à la bataille, quelle que soit leur stratégie. Sauf celle qui consiste à « dekòde » lorsque tous les autres sont en train de « kòde ». Le MTV-Ayiti a choisi depuis plusieurs mois la stratégie de la négociation pour aboutir à la mise en place d'une gouvernance sans Jovenel Moïse ». Même son de cloche de Clarens Renois estimant qu'il faut dialoguer avec tout le monde. D'après ce journaliste devenu dirigeant politique « Dire non au dialogue, c'est ouvrir la porte à la confrontation, c'est choisir la violence comme arme politique. Dire non au dialogue, c'est tourner le dos à la démocratie » avance le Coordonnateur de UNIR-Haïti. Pourtant, une fois de plus, l'affaire va faire un flop.

Et la crédibilité de Religion pour la Paix va être rudement mise à l'épreuve jusqu'à ouvrir une énorme brèche au sein de la direction de cette institution religieuse. Puisque l'opposition radicale va mettre en cause l'indépendance de certains responsables de RPPH par rapport au pouvoir PHTK. Dès la réception de la correspondance de Religions pour la Paix, les dirigeants de la Direction Politique de l'Opposition Démocratique (DIRPOD) vont monter au créneau et marquer leur opposition à cette idée de dialoguer avec Jovenel Moïse. Le Secteur Démocratique et Populaire (SDP), toujours sous l'impulsion de Me André Michel, s'enflamme et presse la DIRPOD de donner une fin de non recevoir à l'idée de s'asseoir autour d'une table avec le pouvoir. Les radicaux vont mettre en doute l'honnêteté et l'objectivité de l'organisation religieuse tout le long de cette crise politique allant même à suspecter certains responsables de connivence avec le régime Tèt Kale. « Le Secteur Démocratique et Populaire demande à la DIRPOD de se démarquer de la démarche de médiation initiée par Religions pour la Paix.

Cette démarche, entourée de trop de confusions, est entachée d'irrégularités et ne peut que contribuer à compliquer la crise qui ravage le pays. La structure Religions pour la Paix, de par sa dépendance liée aux privilèges accordés par le pouvoir PHTK à certains de ses membres, n'a pas l'indépendance politique et l'autorité morale nécessaires pour conduire une telle démarche » avancent sans nuance les leaders de cette branche de l'opposition. En fait, les responsables du Secteur Démocratique et Populaire font allusion à Mgr Ogé Beauvoir qui serait, d'après eux, un soutien du pouvoir. Ainsi, dans un courrier à l'intention de Religions pour la Paix, la DIRPOD indique qu'elle n'est pas intéressée et n'entend pas s'asseoir avec des gens qui pensent qu'il faut discuter avec Jovenel Moïse. « La DIRPOD n'entend pas trahir les revendications des démocrates haïtiens ni s'engager dans la répétition de discussions stériles visant uniquement à affaiblir la mobilisation populaire et à accorder un sursis à celui qui occupe illégalement le Palais national pour mettre en œuvre ses plans d'organisation d'un référendum inconstitutionnel et des élections truquées pour garder le pouvoir.

La Direction Politique de l'Opposition Démocratique (DIRPOD) affirme qu'elle est engagée avec les partis et regroupements politiques de l'opposition et des organisations de la Société civile dans une unité d'action visant à œuvrer de manière désintéressée pour sortir le pays de cette crise institutionnelle et sociopolitique. La DIRPOD demeure en accord total avec les exigences formulées par l'ensemble de la population en faveur du respect de la Constitution, de la fin de l'insécurité et de l'impunité. » Suite à cette réponse de la plus importante organisation regroupant les principales structures politiques de l'opposition, le moins que l'on puisse et sans jeu de mots, la messe était dite. C'est comme si le message était passé d'une bouche à l'autre. L'initiative du Dr Réginald Boulos et ses camarades a essuyé un refus catégorique du reste de l'opposition qui ne voit aucune utilité d'un dialogue qui, de toutes les façons, ne devrait rien apporter de concret.

Un échec de plus à la recherche de solution dans la longue marche vers le chaos. D'après Clarens Renois, « L'échec de cette tentative de dialogue est une déception. Le dialogue doit l'emporter et l'emportera un jour. Il n'est pas loin ce jour. » Un beau rêve somme toute. Mais le mal est fait. Surtout la zizanie ne concerne pas seulement le camp politique. Cette tentative de dialogue va laisser des traces au cœur même des membres de Religions pour la Paix qui, depuis l'abandon du projet, ne cessent de s'entre-déchirer. Entre-temps, l'organisation fait sortir un communiqué le lundi 12 avril 2021 annonçant qu'elle quitte le processus de dialogue. Une note signée de son Secrétaire général dans laquelle elle détaille les raisons pour lesquelles elle abandonne le processus de dialogue qu'elle souhaitait mettre en place avec tous les acteurs. « Par la présente, la plateforme interreligieuse, Religions pour la Paix Haïti (RPPH), vous remercie pour votre intérêt et votre solidarité au processus de paix initié depuis le mois dernier en vue de trouver une solution pacifique à la crise que vit Haïti.



Le Secteur Démocratique et Populaire (SDP)

Elle en profite pour exprimer sa gratitude à l'égard des partis et regroupements politiques qui avaient sollicité ses bons offices pour ce processus de dialogue et de paix. La plateforme précise que sa décision a été prise après l'évaluation de la situation telle qu'elle s'est développée durant ces derniers jours. Par ailleurs, la RPPH estime que le moindre mal pour la plateforme est de se retirer de ce processus tout en gardant l'espoir de pouvoir continuer à servir le pays autrement. Ainsi, la plateforme interreligieuse, Religions pour la paix Haïti (RPPH), reste à la disposition du pays pour tout autre service et encourage toute autre initiative de dialogue qui tend vers une solution pacifique de cette crise » note pasteur Clément Joseph avant sa démission de la plateforme religieuse.

Mais, après avoir été désavoué par la plupart des dirigeants politiques y compris Youri Latortue qui s'en défend d'avoir écrit à Religions pour la Paix Haïti pour lui demander ses services, le leader de AAA a reconnu seulement avoir sollicité Mgr Pierre André Dumas lors d'une rencontre politique tenue au début de l'année 2021 pour jouer sur « toutes ses forces morales » afin de faire comprendre au Président Jovenel Moïse que son mandat était arrivé à son terme et qu'il devait quitter le pouvoir. Il y a eu des pertes en cours de route dans l'équipe de Religions pour la Paix Haïti. Tout d'abord, le pasteur Clément Joseph qui représentait le Secteur protestant au sein de la plateforme interreligieuse et qui était Secrétaire général de l'organisation interconfessionnelle avait jeté l'éponge.

Celui qui semble porter la responsabilité de cet échec a

suite à la page(16)

In State Department Press Briefing, Biden Administration Doubles Down on Electoral Support to Embattled, De Facto Haitian President

by Kim Ives

Haitians and U.S. citizens "look back with pride at our forebearers who valued freedom above all else and risked everything to secure this inalienable right," declared U.S. Under Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Julie Chung on Haitian Flag Day, May 18, 2021. "Haitians and Americans fought and died for freedom."

This statement comparing the 1776 "counter-revolution" by slave-owners against the British crown with the genuine 1804 revolution by self-freed slaves against Napoleon's legions was emblematic of just how fake and absurd the "woke" progressive posturing of the Biden/Harris administration is. It opened an hour-long virtual press briefing aimed at Haitian-Americans – Chung called them "living bridges between the United States and Haiti" – which sought to tamp down the indignation growing in Haiti's diaspora (as well as among Democratic congresspeople) at the continuation of the Trump administration's policies supporting the emergent dictatorship of de facto President Jovenel Moïse. He has been ruling by decree since January 2020, is trying to rewrite Haiti's Constitution, and plans to hold presidential, legislative, and municipal elections later this year, although the Haitian Bar Association and the Haitian courts have ruled that his term ended on Feb. 7, 2021.



U.S. Under Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Julie J. Chung in a virtual press briefing on Haitian Flag Day, May 18, 2021.

Washington's position is simply incoherent. It is not supporting the illegal Moïse-championed referendum on Haiti's 1987 Constitution, which is scheduled to be held on Jun. 27. But it is supporting the de facto regime's holding of combined national elections in September and November.

Close to 60 people tuned into the Zoom briefing, during which some were able to pose questions that were sent in advance or asked by direct message to the briefing's chairwoman, Zinaide Wolfington. She then fielded the questions to several State Department officials, who mostly replied by reading from scripted statements (sometimes twice). The briefing was about as exciting, surprising, and revelatory as listening to the recorded announcements in a subway or an airport.

The opening questions were relatively hard-hitting. "Why does the U.S. government continue to prop up the Moïse regime, especially after Feb. 7, 2021, when some argue his mandate ended? Why do you think the USG, OAS, and UN believe Moïse can organize credible, free, and fair elections in Haiti? How can a government which has been found by credible sources to be complicit in human rights abuses be trusted to organize elections? Why does the U.S. government continue to legitimize Moïse's push for constitutional reform which could set the stage for fraudulent elections?"

Chung's Deputy Assistant Secretary, Laura Lochman, gave a long-winded pre-written non-answer.

"We believe that the Haitian people deserve the opportunity to elect their leader and restore the democratic institutions in Haiti. And in that regard, we will continue to work to hold the government of Haiti to its commitment to free and fair elections in 2021."

She asserted that "transitional regimes... set back democratic institutions and traditions," thereby slapping down the principal demand of Haiti's opposition.

While saying that "we believe it is up to the Haitian people to decide the merits of Constitutional reform," she emphasized that "we will not provide financial support for a Constitutional referendum" and warned that it should not "delay or derail" elections. In an orgy of mixed messaging, she continued that any referendum "should be... inclusive, transparent, and credible" but that "we have expressed our concern along with members of the Core Group" that the process is not. (The Core Group is a collection of Washington-allied ambassadors.)

The State Department's Haitian Affairs Director Apar Sidhu gave one of the most informative answers about how Washington is providing security and funding for Moïse's elections.

"The United States is providing advice, training, and equipment" to the Haitian National Police (PNH) for election security while the U.S. Agency for International Development (USAID) is providing over $3 million to the National Democratic Institute (NDI) and the International Republican Institute (IRI), the two political intrigue arms of the CIA cut-out National Endowment for Democracy (NED). Sidhu termed their work "political processes strengthening." The funding will also be going, he said, to the International Foundation for Electoral Systems (IFES), another of Washington's key election engineering agencies.

Meanwhile, to fight rampant insecurity in Haiti, the State Department's Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) "also financially supported the Colombian National Police three-month assessment team that provided recommendations on building capacity within the PNH's anti-kidnapping unit." The Colombians were brought in shortly after a gang in Village de Dieu wiped out a police SWAT unit on Mar. 12. The INL "is planning additional assistance to help the PNH implement" the assessment team's recommendations, Sidhu said.

"Black Spartacus" Sheds New Light on Toussaint Louverture's Life

A Review of "Black Spartacus: The Epic Life of Toussaint Louverture" by Sudhir Hazareesingh. New York: Farrar, Straus and Giroux. 2020

by Danny Shaw

Author Sudhir Hazareesingh is a native of the Indian ocean island and former French colony of Mauritius, once known as Ile de France. Drawing upon a lifetime of research in the French, British, and American archives, the Oxford scholar and expert on French history unearths until now untapped primary sources and correspondence which provide a deeper look at the legendary anti-slavery figure Toussaint Louverture and his worldview.

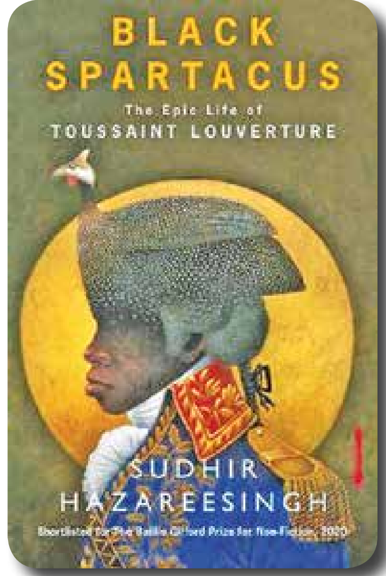
Black Spartacus is a rigorous history of Toussaint's undying spirit and prodigious work for his people's emancipation. A stranger to sleep and personal comfort, everyday the former-slave-turned-general and leader of a burgeoning nation dictated and wrote 200 letters to allies and enemies alike, covered 120 miles on horseback and convened meetings with dozens of leaders and their communities (213). The first chapter examines his coming of age as a slave on the Breda plantation, from which he received his slave name, and the influence Catholicism and *vodou* had on him. He later earned his name Louverture, meaning "The Opening," on the battlefield inspired by "one of the most revered vodou deities, Papa Legba, the spirit of the crossroads; a popular kreyòl chant at the beginning of ritual ceremonies was 'Papa Legba, open the gates for me.'" (43)

The middle chapters cover his time as "a general in the Spanish auxiliary army [where] he commanded a force of 4,000 men, as a French general who defeated the English invasion of San Domingue, and his writing of the 1801 constitution which outlawed slavery on the island for eternity." (58) A diplomat, he had to maneuver between warring empires with superior armies and navies hell-bent on re-enslaving "the pearl of the Antilles." Hazareesingh evaluates his role in the June 1799 "War of Knives" against André Rigaud and the Generals of Color (the "mulattos"). Supported by the British through their colonial administration in Jamaica, this intermediary class sought to wipe out the white planters and re-enslave the Blacks. Thoroughly opposed to "the relentless ethnic cleansing," Louverture dreamed of and fought for a San Domingue for all classes. While protecting the lives of the white propertied class, he returned to rally his base on the plantations with his rallying cry: "I took up arms so that you may be free... and like you I was once a slave." The battered, oppressed masses of former slaves were always his true source of power.

All books on the Haitian revolution must be held up to C.L.R. James' *The Black Jacobins: Toussaint L'Ouverture and the San Domingo Revolution.* The 1938 classic of the historical materialist method continues to be the magisterial account of how the masses of Haitian slaves mobilized themselves into a people's army and blow by blow, setback after setback, treachery after treachery, massacre after massacre, defeated Napoleon's murderous French empire.

Hazareesingh's main critique is that James gives too much credit to French Republicanism's influence on Toussaint. Yet throughout the 427-page book the author himself constantly reminds the reader of Toussaint's loyalty to France. Both James and Hazareesingh agree on the essential components of Toussaint's personality: he was "incorruptible," a devout Catholic, a stickler for military order and social etiquette, and never forgot his roots. (193)

An admirer of French culture, language, and history, Toussaint felt San Domingue could never make it on his own. Toussaint had a type of neocolonial view that the Mauritian author interrogates. Without returning the former slaves to a bondage they so violently feared, the reader may be surprised to know that their very liberator bound them to the plantations in order to continue producing the enormous wealth of the past decades and centuries. The workers in return received one fourth of their harvest. Aware of the brutal, dehumanizing effects of the slave system, he saw the plantation economy as a necessary evil until the formerly enslaved people could build up their own sense of sense and culture. He saw France as the indispensable mother country that would instill this "Republican" spirit in "her children."



Surrounded by assassination plots and having been deceived from all sides, Toussaint "was extremely reluctant to communicate his intentions even to his leading military officers, or to share power with them in any meaningful way." (291) Again, the Haitian general did not have the insights of future revolutionary cadre. Amilcar Cabral's maxim: "Tell no lies. Expose lies whenever they are told. Mask no difficulties, mistakes, failures. Claim no easy victories..." was all too relevant. The *cultivateurs* (former slaves) must have wondered why their shining prince disciplined them while giving free reign to the *colons* (the white planters and former slave owners). It was as if Toussaint thought he could win over the antagonistic classes and wish away a class conflict based on the enslavement of millions of abducted Africans.

While in retrospect we can call Toussaint idealistic it is important to remember he did not have the advantage of drawing on the Soviet revolution of 1917, the Chinese Revolution of 1949, the Vietnamese's popular resistance to French and then U.S. imperialism or the 1959 Cuban Revolution. Unlike Makandal, Dessalines, Capois La Mort, his own adopted nephew Moïse, whom he ultimately executed, and other Haitian generals of the people's war, Louverture was not willing to go all the way. Hazareesingh contrasts the Makandalist vs Louverturian vision for Haiti. Ultimately, Dessalines was the man for the historical job carrying the Makandalist project to its ultimate No Sellout, No compromise conclusion. The scorched earth strategy of "Koupe tèt Boule kay" (Cut off [the masters'] heads Burn down their mansions) was all the invading troops could understand. As 20,000 of General Leclerc's soldiers occupied Cap Haitian in the north, Dessalines and his generals burned down the entire city and retreated to the mountains so that the invaders would have no base to call home.

While "his capacity to straddle divides across the ideological spectrum" within the anti-colonial camp was a great asset, it was also his *hamartia*, or flaw fatale (357). Like James, Hazareesingh shows how Toussaint, even as he died away in the infamous French dungeon at Fort de Joux in 1803, never lost hope that colonial France would live up to the 1789 creed of "*Liberté, Egalité, Fraternité.*" Louverture remained a true Jacobin as France devolved again into a slave-holding empire. While revolutionary leadership through the ages will continue to debate whether his "non-racialist" view of humanity and progress was correct, they surely agree that his faith in his class and colonial enemies was his downfall. (39)

In a polemic with apologists for colonialism, the Guyanese revolutionary Walter Rodney states the conclusion that Toussaint's humanism, non-racialism, and unbounding faith in human nature never allow him to reach:

"They [defenders of colonialism] would then urge that another issue to be resolved is how much Europeans did for Africans, and that it is necessary to draw up a 'balance sheet of colonialism'. On that balance sheet, they place both the 'credits' and the 'debits', and quite often conclude that the good outweighed the bad... It is our contention that this is completely false. Colonialism had only one hand — it was a one-armed bandit." (205)

Toussaint's tragic fate reconfirmed that two classes, with entirely antagonistic class interests, could not coexist. Napoleon's deception, kidnapping, torture, imprisonment, and murder of Toussaint was a most undignified ending for the most upright of men.

Hazareesingh's final chapter, "A Universal Hero," examines the vast array of tributes dedicated to the Haitian people's general from future revolutions to the art, film, literature, and theater of future generations across the world. Facing death in a prison cell in 1954 Fidel Castro wrote that the Cuban revolutionaries were inspired "to revolutionize Cuba from top to bottom by the insurrection of Black slaves in Haiti, at a time when Napoleon was imitating Caesar, France resembled Rome, the soul of Spatacus was reborn in Toussaint Louverture."

Black Spartacus is a motivating read, and its examination of letters and documents from the Haitian revolution complements the foundational work of C.L.R. James.

Bonne fête du d

drapeau national

Mali, Centrafrique, Sénégal, Benin, Côte d'ivoire, Tchad: la françafrique craque de toutes parts!

Par Diagne Fodé Roland

L'Afrique du "pré-carré" françafrician est en ébullition. Partout se succèdent des évènements marqués par l'irruption du peuple dans le débat politique et parfois avec l'avènement de leaderships patriotique qui percent sur la scène politique.

Partout les peuples tiennent la rue pour dénoncer la mal-gouvernance des régimes néocoloniaux faite de vol des deniers publics, de corruption, de népotisme, de gabegie, les mandats présidentiels anti-constitutionnels et revendiquer la souveraineté nationale, la souveraineté monétaire nationale et panafricaine, la sortie de la France impérialiste du CFA, la fin de la présence militaire française, la protection des intérêts des petits patrons du pays, des paysans, des pêcheurs, des artisans, etc.

Au contraire des années 80 et 2010, la jeunesse africaine, un temps illusionnée par les sirènes du "*there is no alternative*" au libéralisme des Thatcher/Reagan/Mitterrand, en revient à rechercher une solution souverainiste aux terribles effets mortifères des plans libéraux d'ajustement structurel dictés par le FMI et la Banque Mondiale que sont le chômage endémique, la misère chronique, les bas salaires, les richesses nationales qui prennent le chemin des pays impérialistes (France, UE, USA) et aussitôt suivies de "l'émigration clandestine" qui fait de la Méditerranée et de l'Atlantique un vaste cimetière pour jeunesse africaine en quête d'un eldorado européen de' plus en plus chimérique que vend le monopole médiatique des France 24, RFI, AFP, Reuters, BBC, Voix de l'Amérique, etc.

Les manifestations des contradictions qui minent la Françafrique

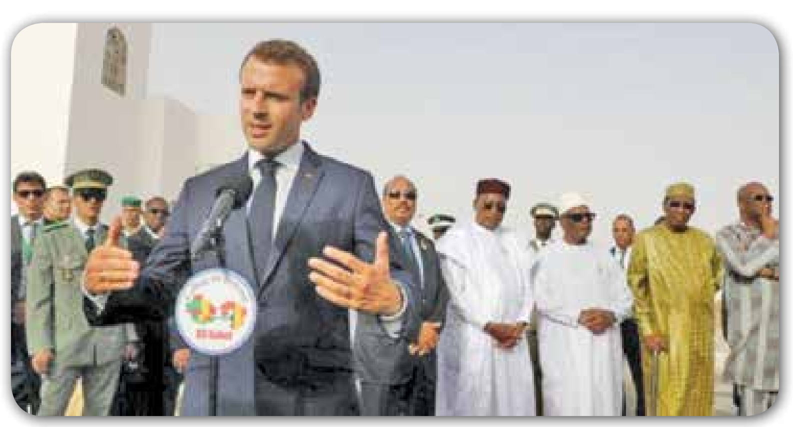
Mali : l'ex-président IBK a été balayé par une révolte populaire prolongée par une intervention de l'armée qui l'a fait démissionner. Même si la françafrique tente de reprendre la main, elle est éclaboussée par le rapport de l'ONU qui accuse Barkhane des tueries de civils à Bounti, alors que les accords d'Alger signés sous la dictée française sont de plus en plus contestés. Au bout de 18 mois dite de "transition", les élections à venir vont être l'occasion d'un affrontement entre libéraux néocoloniaux et patriotes panafricains, entre l'unilatéralisme françafricain et le multilatéralisme souverainiste.

Centrafrique : L'élection présidentielle a été marquée par une tentative de déstabilisation armée orchestrée par les groupes armés devenus françafricains "Séléka-Anti-Balaka" contre le multilatéralisme du président Faustin-Archange Touadéra ouvrant la coopération économique à la Russie bourgeoise et à la Chine Communiste. Le multilatéralisme sauve jusqu'ici la vie de ce président que la françafrique veut éliminer.

Sénégal : des glorieuses journées de résistance populaire qui ont fait reculer l'apprenti dictateur

Deux alternances libérales dont la seconde en cours flanquée au gouvernement du PS et d'ex-marxistes devenus des libéraux néocoloniaux ont projeté au devant de la scène politique un leadership issu de la jeunesse patriotique souverainiste dont la critique de la mal-gouvernance, du règne autocratique répressif et l'anti-impérialisme panafricain sont en passe d'obtenir "l'hégémonie culturelle" sur la scène politique.

Le pouvoir aux abois de Macky Sall/BBY a été confronté aux glorieuses journées de mars de résistance populaire contre la dictature présidentielle qui veut "réduire l'opposition à sa plus



Emmanuel Macron au cours d'une visite en Afrique

simple expression" en soumettant à au pouvoir Exécutif les pouvoirs législatif, médiatique et surtout judiciaire pour imposer son troisième mandat anticonstitutionnel.

Durant ces journées de luttes les symboles de la françafrique ont été ciblés par le soulèvement populaire qui a subi 15 morts et des centaines de blessés, mais a vu aussi certains secteurs de l'armée, de la gendarmerie et de la police fraterniser avec les populations.

Après avoir été obligé de reculer, Macky/BBY cherche à reprendre la main en promettant ce qu'il n'a pas su réaliser de 2012 à 2021 alors qu'il ne lui reste constitutionnellement que trois ans : "le million d'emplois" à coût d'emprunt alors que ce sont des centaines de milliards de francs CFA qui sont détournés par son clan au pouvoir et le recyclage des nervis milices qui ont tué et blessé des jeunes manifestants dans les forces de répressions dotées de nouveaux engins, blindés et les chaises musicales partisanes en cours à la tête de l'armée, de la gendarmerie et de la police.

Le Sénégal s'achemine manifestement vers une nouvelle confrontation pour sauver le "soldat" démocratie, Etat de droit, frayer la voie à l'alternative patriotique et en finir avec le mirage néocolonial de la "vitrine démocratique" françafricaine.

Bénin : Un second mandat par la répression

Talon qui avait bénéficié du rejet de la françafrique incarnée par Zinsou vient de réaliser un putsch électoral pour un second mandat en réprimant et en emprisonnant les manifestants et ses opposants.

Comme l'écrivent nos camarades du Parti Communiste du Bénin : "Les combats à caractère insurrectionnel, les soulèvements populaires des 6, 7, 8 avril dans tout le pays expriment bien à suffisance l'illégitimité du pouvoir de Patrice Talon. La mascarade électorale du 11 avril 2021 ne signifie rien qu'une usurpation du suffrage populaire... Et le pouvoir aux abois multiplie les provocations. Il fait tirer à balles réelles sur des manifestants. Il arrête et emprisonne à tour de bras. Il sème la division du peuple en prônant l'ethnocentrisme...L'homme et le peuple sont en danger sous la dictature de Talon ! Une seule issue : Intensifier les combats pour le dégager afin de mettre en œuvre une autre gouvernance, humaniste, patriotique, démocratique et de probité. Le peuple souverain n'a pas d'échéance " (La Flamme N° 396, avril 21).

Même si Talon semble avoir un répit grâce à la répression, la mise en place de "l'Alliance Pour la Patrie" avec à sa tête le camarade Philippe NOUDJENOUME et le mot d'ordre "Talon, dégage" laissent présager que la situation "rappelle la scène d'un Kérékou, contesté par la rue et se proclamant Président élu à l'issue d'une élection truquée en juin 1989. Le peuple ne s'est pas laissé duper et la dictature autocratique a été renversée moins de 6 mois plus tard, le 11 décembre 1989" (idem).

Côte d'Ivoire : libération des patriotes étapes vers la libération du pays

Après leur capture et déportation françafricaine à la CPI, après avoir usé de deux procureurs – Ocampo, Bensouda – voilà la CPI, démasquée comme tribunal pour chefs d'état et responsables politiques africains, qui acquittent L. Gbagbo et Blé Goudé.

Le vol en direct d'Abidjan du nom ECO de la future monnaie de la CEDEAO par Macron flanqué de Ouattara pour rebaptiser la monnaie coloniale CFA vient signer une nouvelle provocation en plus du troisième mandat anti-constitutionnelle d'une françafrique de plus en plus aux abois.

La Côte d'Ivoire est prise en otage par l'occupation militaire française au service du maintien de ce pays comme mirage de la "vitrine économique du pré-carré" contre la fin du CFA et la souveraineté monétaire panafricaine de l'Afrique de la CEDEAO.

L. Gbagbo et Blé Goudé doivent rentrer dans leur pays et retrouver tous leurs droits citoyens pour contribuer avec les patriotes panafricains à libérer cette terre africaine de Côte d'Ivoire de la françafrique.

Tchad: Mort du dictateur et putsch françafricain

Le dictateur françafricain l'ouvrait de plus en plus égratignant son maître impérialiste français depuis que celui ci avait pris la tête de la coalition Otanienne qui a tué Khadafi. Les vidéos circulent montrant Idris Deby Itno se plaindre du "bordel" créé dans le Sahel par "l'infection terroriste" surarmée salafiste et wahabite. La légende du "maréchal guerrier" fabriquée par les médiamensonges impérialistes veut qu'il ait trouvé "la mort au front" alors que des sources persistantes africaines disent qu'il a été "tué dans son palais" par un coup d'état françafricain en raison de ses critiques adressées au maître.

Au-delà de ces querelles, il est clair que la françafrique a adoubé le piétinement de la constitution du pays qui dit qu'en cas de vacance du pouvoir, c'est le président de l'Assemblée Nationale qui devient président de la transition entre 45 et 90 jours pour préparer l'élection d'un nouveau président. Le club des présidents africains plus Macron se sont précipités à N'Djamena pour introniser le fils Déby à la tête d'un comité militaire qui a suspendu la constitution et toutes les institutions du pays.

Ce que le club des présidents françafricains et Macron avaient condamné au Mali est applaudi au Tchad pour aussitôt donner quitus aux bombardements des Mirages et Rafales contre "l'offensive militaire du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), une composante des Forces armées de résistance nationale, légitime bras armé des masses populaires assassinées, pillées, humiliées par le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby au pouvoir absolu depuis 30 longues années ininterrompues" (Déclaration de ACTUS/prpe).

Comme l'écrit ACTUS/prpe "Le Dictateur Maréchal Président Idriss Déby est depuis 30 ans l'inamovible élu de l'impérialisme français qui l'impose militairement au peuple tchadien. En effet, rappelons que les masses populaires tchadiennes insurgées ont durant ces trois décennies pris les armes pour se libérer de cette dictature, mais hélas, les troupes d'occupation de l'armée coloniale française basées dans le pays interviennent en exterminant les vaillants patriotes combattants des mouvements des Forces de résistance nationales. Ces interventions militaires ou expéditions coloniales punitives de l'armée française contre les Forces de résistance en 2006, 2008, 2009, 2019...sont des preuves, si besoin en est, que l'impérialisme français fait l'apologie de la dictature au Tchad, en noyant dans le sang les insurrections populaires par des bombardements et soutien logistiques au tyran. Les faits susmentionnés montrent à suffisance que l"impérialisme français s'oppose farouchement au droit inaliénable, à la volonté ardente de liberté et de démocratie du peuple tchadien. Les masses populaires tchadiennes prennent acte de cette déclaration de guerre de l'impérialisme français contre elles" (idem).

Mais cette fois le coup d'état de la garde prétorienne dirigée par le fils du dictateur contre les institutions du pays a mis la révolte populaire dans les rues de la capitale et du pays. Les populations brandissent des pancartes où on peut lire " Respect de la Constitution", "Armée tchadienne dans les casernes", "Armée française, hors du Tchad". La résistance populaire au putsch françafricain et la lutte armée des FACT exigent



le "retour à l'odre constitutionnel" et donc la remise du pouvoir au président ou aux vices présidents de l'assemblée Nationale pour vaincre la dictature et mettre le Tchad sur le chemin de la démocratie et de la souveraineté nationale.

Les expériences progressistes en Amérique du Sud et en Asie

Des années 80 à 2010/11, le contrôle de l'Afrique par la françafrique s'opérait essentiellement par les diktats libéraux du FMI, de la BM et de l'OMC adossés à la dette usurière. L'unilatéralisme de la pensée unique libérale et de la toute puissance hégémonique du capitalisme impérialiste françafricain, eurafrician et usafricain. Les présidents patriotes et panafricains comme Sankara puis Gbagbo pouvaient être tué ou emprisonné, Rawlings, L. D. Kabila, Mugabe pouvaient être isolés voire calomniés, l'Érythrée diffamé parce que seul pays africain non membre de l'OMC.

Et voilà que dès le début de ce siècle l'Amérique du Sud se lance dans des expériences de conquêtes démocratiques du pouvoir par des forces de gauche patriotiques antilibérales et anti-impérialistes au Venezuela Chavez/PSUV en alliance avec les Communistes du PCV, en Bolivie Morale/MAS, Nicaragua Ortega/Sandiniste, au Brésil Lula/Dilma/PT, Equateur Correa. Même si ce processus connaît des reculs momentanés comme en Équateur et en Bolivie, ces expériences s'appuyant sur la formidable et héroïque résistance de Cuba socialiste du PCC se frayent un chemin vers la libération nationale et panaméricaine étape vers ou qui va s'entremêler avec l'option socialiste.

Et voilà que la Corée du Nord Communiste du PTC se révèle être une puissance technologique nucléaire défensive contre l'agressivité fascisante des USA, que le Vietnam du PCV maîtrise la pandémie du covid 19 au point de n'avoir subi que 35 morts en deux ans, que l'Etat communiste du Kerala en Inde fait face à la pandémie mieux que tous les autres Etats de la Fédération Indienne et que surtout la Chine Communiste poursuit sa construction du socialisme à la chinoise en sortant le 1 milliards 400 millions de Chinois du sous-développement pour commencer à atteindre une "société de moyenne aisance".

La souveraineté nationale pour rompre l'unilatéralisme et obtenir le droit souverain à la coopération multilatérale

Toutes les luttes populaires en Afrique exigent la réappropriation des richesses nationales du sol, des côtes et du sous-sol par les peuples et la souveraineté nationale. La jeunesse devient le fer de lance des mobilisations sous la forme de partis et de mouvements dits de la "société civile". Bien entendu l'impérialisme fait tout pour que ces soulèvements populaires soient dévoyés en "révolutions colorées" à l'instar des contre-révolutions capitalistes qui ont balayé le camp socialiste d'Europe.

C'est ainsi que furent baptisées les rebellions des peuples en Tunisie et en Égypte avant l'instrumentalisation en Libye et en Syrie pour renverser au profit des djhado-terroristes Khadafi et échouer en Syrie. En Afrique au sud du Sahara, les peuples sont de plus en plus confrontés à l'occupation militaire permanente de Barkhane, Afrikom alors que les Multinationales françaises, européennes et étasuniennes perdent de plus en plus de parts de marchés face à la coopération chinoise, russe, indienne, etc.

Il est clair que la tâche principale est ici de porter le plus haut possible la nécessité de la souveraineté nationale et panafricaine couplée à l'exigence du multilatéralisme pour desserrer l'étau du face à face unilatéral avec les impérialismes françafricain, eurafricain et usafricain.

La gauche et les patriotes panafricains doivent être à l'avant-garde dans ce combat de cette seconde phase de libération nationale étape vers le socialisme africain.

Fernent 1er mai 2021

La mémoire au service des luttes : Kwame Nkrumah

Par FUIQP et Alain Saint-Victor



Il y a 49 ans, le 27 avril 1972, Kwame Nkrumah décédait. Faisant ses études en Angleterre il participe à l'organisation du cinquième congrès panafricain de Manchester en octobre 1945. Ce congrès marque l'histoire de la prise de conscience nationale en Afrique en adoptant la revendication de l'indépendance nationale.

De retour dans son pays, il prône la désobéissance civile comme forme de lutte, ce qui lui vaut d'être emprisonné jusqu'en 1951. Son parti emporte les élections la même année et ce résultat contraint le colonisateur à libérer Nkrumah. L'indépendance proclamée le 6 mars 1957, il décide d'abandonner le nom colonial du pays (Côte de l'or) pour désormais l'appeler Ghana en hommage à l'empire du Ghana.

En 1958, il accueille à Accra la conférence des États indépendants d'Afrique. La décision est prise de soutenir par tous les moyens les mouvements de libération nationale en Afrique. Il accueille la même année une seconde conférence à Accra réunissant les mouvements de luttes et les organisations politiques. Il prône la constitution des États-Unis d'Afrique. Il accorde en 1958 son soutien à la Guinée de Sékou-Touré qui refuse « l'autonomie » proposée par De Gaulle et exige son indépendance. Le sabotage de l'économie guinéenne par le colonialisme français est battu en brèche par l'aide en nourriture que fournit Nkrumah.

Le Ghana devient alors un carrefour de soutien aux luttes de libération nationale du continent. Il prône la mise en place des États-Unis d'Afrique comme moyen de s'opposer au néocolonialisme et comme outil de développement cohérent du continent. Partisan du socialisme, il devient rapidement un leader de toute l'Afrique progressiste. En 1962 et en 1964, il survit à deux tentatives d'assassinats montrant qu'il était devenu un homme gênant pour l'impérialisme.

Le 24 avril 1966 alors qu'il est en voyage en Chine, les USA fomentent un coup d'État. Nkrumah est contraint de s'exiler. Il consacre alors son temps d'exil à l'écriture de livres qui restent des outils de combat pour ceux qui veulent émanciper leurs peuples. Son ouvrage « Le néocolonialisme, le dernier stade de l'impérialisme » est un classique pour comprendre le lien structurel entre la domination impérialiste et les classes dominantes des pays du Sud.

Décédé d'un cancer en 1972, Kwame Nkrumah est l'un des pères fondateurs du panafricanisme politique.

Repose en paix, frère et camarade.

Texte : FUIQP et Alain Saint-Victor

C'était ce jour-là

Par Frantz Latour

Le 12 mai 1916, lorsque JAMES CONNOLLY dirigeant syndical marxiste et révolutionnaire irlandais fut fusillé par un peloton d'exécution britannique pour avoir participé à une insurrection en faveur de l'indépendance de l'Irlande.

James Connolly est né le 5 juin 1868 dans une famille irlandaise, à Édimbourg, en Écosse, l'une des cinq "nations constitutives" du Royaume Uni. Il est né dans le quartier connu sous le nom de Cowgate, qui était principalement peuplé d'immigrants d'Irlande. Son père était un travailleur manuel comme son grand-père et l'argent était rare ; c'est pourquoi il a dû quitter l'école en 1878, à l'âge de 10 ans, et a commencé à travailler comme ouvrier à Édimbourg.

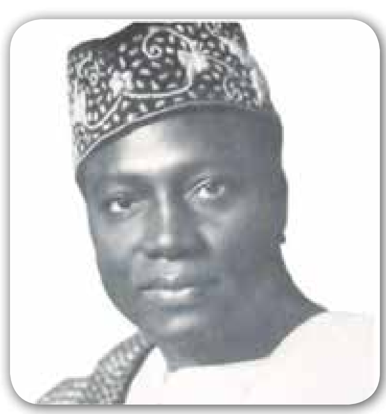
À l'âge de 14 ans, James Connolly s'engage dans l'armée britannique. Le destin a voulu que James Connolly soit déployé en Irlande et c'est pendant cette période qu'il a pris conscience des différents problèmes affectant la vie des Irlandais. C'est au cours de cette période qu'il a développé une forte aversion pour les forces de défense britanniques et qu'il a déserté l'armée en 1889.

Après avoir quitté l'armée britannique, James Connolly retourne dans sa ville natale d'Édimbourg en 1890 où il s'est impliqué dans le mouvement socialiste dirigé par la Fédération socialiste écossaise dont il est devenu le secrétaire.

À la fin de l'année 1895, James Connolly réussit à obtenir un poste de secrétaire au *Dublin Socialist Club*, ce qui lui permet de s'installer à Dublin, son pays d'origine. En 1896, peu après son arrivée à Dublin, le club s'est métamorphosé en Parti républicain socialiste irlandais et Connolly est rapidement devenu un membre clé du parti.

En 1903, Connolly s'installe à New York, aux États-Unis, après avoir été désillusionné par les progrès ou l'absence de progrès du parti socialiste républicain irlandais. Connolly est le fondateur de la Fédération socialiste irlandaise dans la ville de New York et il devient également membre d'organisations socialistes américaines clés comme le *Socialist Labor Party of America* et *Industrial Workers of the World*.

James Connolly retourne en Irlande en 1910. Il devient l'assistant de James Larkin et le sert au sein de l'*Irish Transport and General Workers Union*. En 1912, il fonde le Parti travailliste irlandais avec James Larkin. En 1913, les industriels de Dublin ont instauré un lock-out contre les



Modibo Keita

membres du syndicat, et les manifestations ouvrières qui en ont résulté ont été brutalement réprimées. En novembre 1913, Connolly est devenu le commandant d'une *Citizen Army* irrégulière, créée en tant que force de défense des travailleurs.

En 1914, Connolly prend la tête de l'*Irish Transport and General Workers Union* (ITGWU), qui mène des grèves de solidarité pour soutenir d'autres conflits du travail. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate (août 1914), il remplace Larkin (qui se trouve aux États-Unis) à la tête du syndicat. Sous sa direction, le syndicat, qui représente les idéaux de la gauche irlandaise, s'oppose aux forces alliées car il estime que tous les pays de cette union sont des économies capitalistes et que la paix ne pouvait être assurée que par la chute des États capitalistes. Il engagea le mouvement ouvrier irlandais à s'opposer à l'effort de guerre des Alliés.

En 1916, James Connolly s'est impliqué dans le mouvement d'indépendance irlandais. Son contingent de 200 hommes de "l'Armée citoyenne" s'allia aux "Volontaires irlandais" dans une armée républicaine dont il était le commandant général.

Le lundi de Pâques, en mai 1916, les révolutionnaires s'emparent du General Post Office (GPO), à Dublin, où la république irlandaise est proclamée. Connolly dirigeait les opérations militaires depuis le GPO. Il n'avait peur de rien, s'aventurant dans les rues pour diriger ses hommes. Les combats vont durer 6 jours et faire 450 morts et plus de 2 600 blessés Les forces britanniques écrasèrent éventuellement le soulèvement. C'est lors d'une de ces sorties, loin du GPO, que Connolly fut gravement blessé à la jambe. Il y est toutefois revenu et a aidé à planifier l'évacuation des combattants. Après la capitulation, il a été emmené au Château de Dublin pour y être soigné de sa blessure qui avait développé une gangrène.

Connolly fut traduit en cour martiale et condamné à mort. Lors de l'exécution de la sentence, ses blessures étant très graves, il ne pouvait pas se tenir debout ; alors, il fut placé en position assise et fusillé par un peloton d'exécution.

Connolly a depuis acquis le statut d'icône, non seulement en tant que héros républicain, mais aussi, en raison de ses écrits sociaux et économiques, en tant que dirigeant syndical marxiste père fondateur du socialisme irlandais militant.

Le combat de Connolly contre l'impérialisme britannique n'aura pas été vain. Le 18 avril 1949 était proclamé l'indépendance de la République d'Irlande.



Le président Modibo Keita reçoit les maliennes à l'occasion de « la journée de la femme ».

Sources :

Dermot McEvoy. *On this day: 1916 Easter Rising leader James Connolly was executed.* IrishCentral. Apr 13, 202.

James Connolly, Irish labour leader and revolutionary. Encyclopedia Britannica. Mise à jour, 8 mai 2021.

Marches et manifestations de soutien à la Palestine dans le monde



Manifestation à Londres, le samedi 15 mai 2021





Marche dans les rues de New-York, le 15 mai 2021



À Washington, DC, des manifestants brandissaient des pancartes de soutien au peuple Palestinien

Par Thomas Péralte

La solidarité mondiale fait grandir Gaza. Dans diverses villes du monde, il y a eu des manifestations de solidarité avec les souffrances du peuple palestinien.

Dans des centaines de villes d'Europe, des États-Unis et d'autres régions du monde, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue le samedi 15 mai 2021 pour soutenir la lutte courageuse palestinienne pour sa libération totale et contre la barbarie sioniste exprimée par les colons israéliens par les bombardements, la répression, les expulsions et les viols systématiques des droits de l'homme.

Des Etats-Unis, au Canada, la France et Londres, Liverpool, Rome, Berlin, Madrid au Brésil, Afrique du Sud et en Jordanie, des milliers de personnes se sont rassemblées pour protester contre les attaques israéliennes contre Gaza.

A New-York, des manifestants défilant à Times Square, également à Brooklyn pour exprimer leur solidarité avec les Palestiniens. Des milliers de manifestants pro-palestiniens se sont rassemblés dans les rues de Los Angeles, Boston, et d'autres villes des États-Unis, exigeant la fin des raids aériens meurtriers israéliens sur la bande de Gaza. A Philadelphie des manifestants ont rempli Rittenhouse Square pour dénoncer le soutien américain à Israël.

À Washington, DC, des manifestants brandissaient des pancartes scandant dans une marche militante «Palestine libre» et «Du fleuve à la mer, La Palestine sera libre. »

A Montréal, devant le consulat général d'Israël, à Westmount, une foule imposante de manifestants ont exprimé leur ras le bol et une vitrine du consulat a été brisée.

En France, particulièrement à Paris, Lyon, Nantes, Montpellier, Toulouse, Lille, Strasbourg et Marseille environ 22.000 personnes ont manifesté dans 60 rassemblements, dont environ 3.000 à Paris, malgré l'interdiction des autorités, quand le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait demandé au préfet de police de Paris « d'interdire les manifestations de soutien aux récentes tensions au Proche-Orient ».

Tout au cours de ces défilés, des drapeaux palestiniens ont été déployés. « *Palestine vivra. Palestine vaincra* », pouvait-on lire sur des banderoles en France.

"Le gouvernement britannique est complice de ces actes aussi longtemps qu'il offrira un soutien militaire, diplomatique et financier à Israël", ont estimé les organisateurs.

En Allemagne, à Stuttgart les manifestants criaient « *Libérez Gaza!, « Palestinian live matter* » et plusieurs drapeaux israéliens ont été brûlés devant des synagogues.

A Rome, sur une pancarte on pouvait lire « Pas besoin d'être musulman pour soutenir la Palestine, il suffit d'être humain »

En Tunisie et au Maroc des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, en Afrique du Sud, les manifestants ont manifesté devant les bureaux du commerce israélien à Sandton. La situation des Palestiniens est amplement associée à l'apartheid « Nous ne pouvons plus nous taire, ça nous rappelle le régime de l'apartheid » a déclaré Mandla Mandela petit-fils de Nelson Mandela. Tout en rappelant ce passage sublime de son grand-père « Notre liberté est incomplète sans la liberté de la Palestine ».

Les Sudafricains ont marché au son de la musique d'une fanfare d'écoliers tout en réclamant la « *fin de l'occupation illégale de la Palestine* ». « *Libérez, libérez la Palestine* », « *À bas, à bas Israël* »

Tout comme en Iraq, la place Tahrir, dans le centre de Bagdad, a été témoin d'immenses manifestations de solidarité avec le peuple palestinien, à l'occasion du 73e anniversaire de la Nakba palestinienne et de l'agression israélienne en cours. Palestine et Irak même lutte, même combat ! Pour sa part, le mouvement irakien Asa'ib Ahl al-Haq a dans un communiqué déclaré «son soutien et sa solidarité avec le peuple palestinien qui résiste et salue les mains honorables de ses combattants face à l'agression et à l'intimidation sionistes ».

A Varsovie, avec des drapeaux palestiniens à la main, environ trois cent personnes, ont manifesté en Pologne devant l'ambassade d'Israël en lançant des slogans tels que : *« Stop à l'holocauste des Palestiniens » ! « Jérusalem, la capitale de la Palestine », « Vive la Palestine libre » !*



Rassemblement à Liverpool



Montréal, Canada devant le consulat général d'Israël, à Westmount



Une foule immense à Strasbourg, France



Mobilisation pour la Palestine en Afrique du Sud



Des militants manifestant à Paris

Halte au massacre du peuple palestinien !



Déclaration du Comité d'organisation pour la reconstitution de la IVe Internationale (CORQI)

Le dernier acte de la tragédie du peuple palestinien auquel l'humanité assiste aujourd'hui est inscrit dans la continuité des soixante-quinze dernières années.

La tragédie du peuple palestinien est le résultat de la sainte alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme britannique, l'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne de l'URSS qui pour les besoins de la préservation de l'ordre mondial, ont organisé ensemble la partition de la Palestine historique, scellée par la résolution 181 de l'Organisation des Nations Unies, du 29 novembre 1947. Une résolution niant le droit du peuple palestinien à décider librement de son sort. Une résolution prétendant diviser la terre de Palestine en deux Etats, dont « l'Etat arabe » qui n'a jamais vu le jour.

Tous les prétendus « plans de paix » qui ont suivi, de Camp David aux accords d'Oslo de 1993, ont été fondés sur la même négation du peuple palestinien à disposer librement de lui-même. Et c'est à nouveau au Conseil de sécurité de l'ONU qu'a été couverte l'agression en cours contre le peuple palestinien. C'est pourquoi dérisoires sont les appels de l'Internationale « socialiste » et des ex-partis staliniens au « droit international » ou aux « résolutions de l'ONU », car c'est précisément de ce « droit international » des grandes puissances et de cette ONU que le peuple palestinien est la victime.

Il est significatif que les familles que l'Etat d'Israël veut faire expulser du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem, s'y étaient établies en 1948 après avoir été chassées de Jaffa et Haïfa. Comme l'ont écrit des militants palestiniens : « la tragédie de Sheikh Jarrah résume pleinement la tragédie de toute la Palestine depuis 1948. »

Ils ont raison : la logique du sionisme est d'expulser toujours plus le peuple palestinien de ses terres, de nier son existence, et de réprimer dans le sang toute manifestation pour ses droits nationaux.

La politique que mène aujourd'hui l'Etat d'Israël n'est pas propre à Netanyahou, même si ce dernier la pousse encore plus loin que ses prédécesseurs. Elle découle de la nature même de cet Etat fondé en 1948 sur la base de l'expulsion de 850 000 Palestiniens chassés de leurs villes et de leurs villages au cours de la Nakba. Un Etat colonial, théocratique, fondé sur la discrimination et l'expulsion du peuple Palestinien depuis sa création.

Pour les marxistes, le sionisme a toujours été un courant réactionnaire, minoritaire parmi les populations juives opprimées d'Europe, tournant le dos à leur combat démocratique pour l'égalité des droits. Après 1945, utilisant frauduleusement la tragédie de l'extermination de 6 millions de juifs par le régime nazi, il est devenu un instrument de la politique impérialiste au Moyen-Orient.

« Piège » pour les populations juives poussées – souvent contre leur gré – à émigrer en Palestine, l'Etat d'Israël est devenu à chaque étape un peu plus l'instrument subsidiaire de l'impérialisme, et singulièrement de l'impérialisme américain. Le monde entier sait que l'Etat d'Israël ne pourrait mener la politique qu'il mène sans le financement des Etats-Unis, sans l'armement des Etats-Unis : 3,8 milliards de dollars par an d'aide militaire et 8 milliards de dollars de prêts garantis. Il agit de plus en plus comme une base militaire avancée au service de ses intérêts au Moyen-Orient.

C'est pourquoi il n'y a rien de surprenant à ce que, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, l'administration Biden se situe dans la continuité de celle de Trump. Trump avait proclamé « Jérusalem capitale de l'Etat d'Israël. » Biden a approuvé, déclarant « qu'Israël a le droit de se défendre », éternel refrain de tous les tenants de l'État colonisateur. C'est au nom de cette politique que Netanyahou, s'appuyant sur des hordes de colons fanatisés, organise le « nettoyage ethnique » de Jérusalem. L'administration Biden est soutenue en cela par tous les gouvernements impérialistes : Macron en France, Merkel en Allemagne, Johnson en Grande-Bretagne, etc. et par la Commission européenne qui, comme à son habitude, rejette dos-à-dos l'agresseur et sa victime. Dans les dernières heures, tant les gouvernements Merkel que Macron ont pris des mesures visant à interdire toute expression de solidarité avec le peuple palestinien.

La tragédie du peuple palestinien met également en accusation la Ligue arabe et tous les régimes de la région, sans exception. Des pétromonarchies du Golfe aux régimes « nationalistes arabes » : tous jouent leur rôle contre la révolution palestinienne. Du régime libanais qui discrimine les réfugiés palestiniens, au régime sanguinaire du maréchal Sissi en Egypte, clé de voute du blocus de Gaza ; des monarchies du Golfe au royaume du Maroc dont la récente « normalisation » des relations diplomatiques officialisent des relations plus anciennes... Quels que soient leurs discours, hier et aujourd'hui, ces régimes n'ont jamais été les alliés, mais les bourreaux du peuple palestinien.

Malgré les trahisons et les tragédies qui ont jalonné sa lutte depuis 1948, le peuple palestinien n'a jamais renoncé à ses droits nationaux. De Gaza sous blocus à la Cisjordanie morcelée par les colonies, des camps de réfugiés jusqu'à Jérusalem en passant par le soulèvement des Palestiniens des « territoires de 1948 », à Haïfa, Umm Al-Fahm, Lod, etc., le peuple palestinien fait une nouvelle fois la démonstration de son unité et de la vivacité de ses aspirations nationales et démocratiques. Parce que ses aspirations se heurtent à un Etat d'apartheid, à l'impérialisme mondial et aux régimes corrompus qui lui sont inféodés, le peuple palestinien ne peut trouver d'alliés que dans la classe ouvrière internationale et les peuples opprimés, eux aussi confrontés à la barbarie que génère la survie du régime fondé sur la propriété privée

suite à la page(16)

Palestine : honneur aux résistants !

Par Bruno Guigue

Le plus révoltant, dans le drame palestinien, c'est, bien sûr, la brutalité de l'occupant, sa morgue coloniale, son mépris pour la vie des autres, son aplomb dans le meurtre, son arrogance de vainqueur à la victoire facile, sa bonne conscience lorsqu'il appuie sur la gâchette, sa lâcheté lorsqu'il assassine des civils, son accoutumance au crime. Mais c'est aussi cette mauvaise foi abyssale, cette hypocrisie de l'agresseur qui joue à l'agressé, ce mensonge qui sort de sa bouche lorsqu'il prétend se défendre, lorsqu'il condamne le terrorisme, lorsqu'il ose invoquer la légitime défense, lorsqu'il parle d'antisémitisme.



Des combattants palestiniens

Des terroristes, les combattants palestiniens ? Non, ce sont des résistants, des vrais, de ceux qui se battent pour la patrie, pour la terre de leurs ancêtres, pour vivre en paix, un jour, dans cette Palestine dont l'envahisseur veut les spolier, pour cette Palestine dont l'État-colon se croit dépositaire, alors qu'il n'est qu'un occupant illégitime, un usurpateur. La légitime défense d'Israël ? Soyons sérieux : la seule légitime défense qui vaille, c'est celle du peuple palestinien, pas celle de la soldatesque coloniale ; celle de l'occupé qui résiste, pas celle de l'occupant qui opprime. Des résistants qui ont raison de se battre, et qui savent que si l'honneur est de leur côté, le déshonneur est dans le camp adverse.

On nous raconte que l'affrontement actuel est dû à l'intransigeance des extrémistes des deux camps. Mais ce renvoi dos-à-dos de l'occupant et de l'occupé est grotesque, c'est une supercherie. Depuis quand la résistance est-elle extrémiste ? C'est l'occupation qui est extrémiste, avec sa violence de tous les instants, cette humiliation permanente infligée aux populations, cette domination structurelle, cette insupportable chape de plomb qui pèse sur un peuple meurtri, et dont les sursauts de révolte, heureusement, montrent qu'il n'est pas vaincu. Non, la responsabilité ultime de la violence, en Palestine, n'est pas partagée, ce n'est pas 50/50, car cette violence est le fruit de l'occupation et de la colonisation, et les Palestiniens ne sont pas responsables de l'injustice qu'on leur fait subir.

L'odieuse diplomatie occidentale

Il y a des morts des deux côtés, oui, et aucune victime civile n'est justifiée. Mais lorsque le rapport des victimes est de 1 à 30, il est scandaleux de faire comme s'il s'agissait d'une guerre classique opposant deux armées dans une bataille rangée. Car cette guerre n'a pas commencé aujourd'hui, c'est un ethnocide, une tentative d'effacement des Palestiniens que l'on veut parquer dans les bantoustans de l'apartheid sioniste. Cette guerre n'est pas une guerre ordinaire, c'est la lutte entre une puissance occupante et une résistance armée, et il ne suffira pas d'appeler à la cessation des violences pour y mettre fin. Ce qui est à la fois odieux et ridicule, dans les déclamations de la diplomatie occidentale, c'est cet appel implicite au désarmement des Palestiniens. On leur demande de baisser les bras, de se résigner, d'accepter le joug, en feignant d'ignorer les raisons pour lesquelles ils ne le feront pas, ni aujourd'hui ni demain.

Reste, bien sûr, cette accusation d'antisémitisme, indéfiniment reconduite, pavlovienne, pathétique de bêtise et répugnante d'hypocrisie, que l'on jette à la figure de tous ceux qui soutiennent la lutte des Palestiniens.

suite à la page(16)

La complainte d´un Haïtien

Par Alix Coicou*

Les nouvelles les plus désespérantes, alliées aux images cruelles qui circulent sur Haïti atteignent la dimension d´une sauvagerie délirante qui dévaste le pays. Je résiste à me montrer insensible à cette situation critique qui me ronge intérieurement ; elle provoque aussi en moi une insomnie subite et lourde très gênante, quand la nuit arrivée, à l'heure de me recueillir, surtout après une journée trépidante, des sentiments de profonde inquiétude m´envahissent relatifs à l´avenir de cette terre où ma mère m´a donné naissance.

Combien de familles souffrent des horreurs de cette absurdité qui dure déjà depuis belle lurette ? Combien d´hommes et de femmes ont subi les excès de cette agressivité primaire, ont été kidnappés ou ont perdu la vie en vain aux mains de quelques brutes qui campent à leur rythme, avec la passivité ou la complicité d´un grand nombre de ceux qui nous gouvernent mal ?

Les larmes me viennent aux yeux quand je constate la détérioration politique rampante et l´évidente dégradation humaine, intellectuelle et morale de la nation.

Dans les conversations que je maintiens avec certains compatriotes à travers différents appels téléphoniques, à cause de la situation exceptionnelle due à la pandémie que nous vivons, je remarque un intérêt, pas moindre que le mien, qui reflète l´inquiétude qui les habite, et ils le transmettent en utilisant des expressions pleines d´amertume et d´âpreté.

Combien il serait facile, sans doute, de mettre de côté ce sujet et d´oublier Haïti, qui est si éloigné de moi, après avoir vécu plusieurs décennies en Espagne, mon pays d´adoption, envers lequel je saisis l´occasion une fois de plus de manifester ma gratitude. Mais je n´en ai pas la force, et je n´éprouve non plus l´envie de faire cet exercice d´amnésie, car mes expériences, mes souvenirs sont bien vivants dans cette île des Caraïbes, où j´ai fait mes premiers pas et où j´ai forgé d'étroites amitiés, aussi bien à l´école que dans le quartier oú j´ai grandi et me suis développé.

Ma tristesse est immense et je ressens une grande consternation lorsque mon esprit, trahissant mes pulsions de vouloir éviter tant de souffrances, me force à me prosterner, à poser les pieds sur terre et à faire face à la dure réalité qui afflige le pays, victime de l´incompétence, de la mauvaise foi, et de l´avidité excessive et imparable de ses dirigeants qui l´ont sans vergogne transformé en une porcherie, et ont domestiqué le peuple en faisant de lui un otage subissant de multiples blessures émotionnelles dérivées de ce contexte complexe.

Haïti, cependant, est la patrie de nombreux artistes de renom, telles que les chanteuses Martha Jean Claude et Lumane Casimir et le musicien Occide Jeanty, le terroir d´éminents écrivains comme Oswald Durand, Massillon Coicou, Anténor Firmin, Jean Price-Mars, Jacques Stéphen-Alexis, René Depestre et Danny Laferrière, ce dernier membre depuis décembre 2013 de l´Académie française, et aussi le berceau d´hommes politiques de la stature de Lysius Salomon et de Dumarsais Estimé. Mais ces valeurs ont été grandement souillées, à un point tel que certains compatriotes ont honte de se déclarer Haïtiens, ou de s´identifier comme tels, puisque les informations concernant la vie dissolue du pays leur cause malaise et angoisse ; chez beaucoup d´entre nous, malheureusement, la fierté a disparu et notre identité est gravement endommagée. De plus, n'est-il pas honnête de continuer à vivre ancré dans ce passé digne, d'autant que la situation depuis longtemps ne nous invite pas à nous enorgueillir ?

Aujourd´hui, il ne reste plus rien de ce pays et de son glorieux héritage, mais je refuse énergiquement de le renier, car, sincèrement, je lui dois beaucoup. Ici se termine ma modeste complainte, qui est, ni plus ni moins, que la complainte d´un Haïtien.

* *médecin-psychiatre*

Article traduit en français, publié par le journal espagnol "Diario de Sevilla" le 15 Avril dernier et par le quotidien "La Estrella de Panama" le 4 Mai.

Suite de la page (15)

des moyens de production. C'est pourquoi il est de la responsabilité des organisations ouvrières dans le monde entier de se ranger inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien.

Dans la dernière période, des voix – certes minoritaires – venues de la population juive israélienne, se sont élevées avec force contre les derniers massacres dont a été victime le peuple palestinien. Comme celle de la célèbre association de défense des Droits de l'Homme, B'tselem, qui affirme : « Entre le Jourdain et la Méditerranée : c'est l'apartheid ». Comme celle de ces soixante jeunes lycéens juifs israéliens qui, refusant de servir dans l'armée israélienne, proclament « On nous demande de revêtir un uniforme taché de sang. Avec la Nakba et l'occupation, la société israélienne s'est construite sur des bases pourries et cela rejaillit dans tous les aspects de la vie : le racisme, les discours politiques de haine, la brutalité de la police. »

A l'heure qu'il est, évoquant un risque de « guerre civile », les dirigeants israéliens sont au bord de s'engager dans une nouvelle attaque terrestre de grande envergure contre la bande de Gaza, après les bombardements aériens incessants.

Plus que jamais, la seule solution démocratique possible, celle que le mouvement national palestinien avait formulé lors de sa fondation – avant que ses dirigeants ne la déclarent « caduque » au gré des prétendus « accords de paix » - est l'établissement d'un seul Etat palestinien laïque et démocratique, sur tout le territoire historique de la Palestine, garantissant l'égalité des droits à tous ses citoyens quelle que soit leur confession ou leur origine.



Sans faire de ses positions un préalable, le CORQI appelle ses organisations et ses militants à participer aux mobilisations dans le monde entier pour l'arrêt immédiat du massacre du peuple palestinien, sur les mots d'ordre :

• Arrêt immédiat de la répression contre les manifestants palestiniens !

• Arrêt immédiat des bombardements contre Gaza ! Non à l'offensive terrestre !

• Arrêt immédiat des expulsions à Sheikh Jarrah !

• Liberté pour le peuple palestinien ! Droit au retour pour tous les réfugiés !

Le 14 mai 202

Suite de la page (8)

remis sa démission dans la foulée de la polémique sur l'opportunité ou non d'une telle initiative. L'ex-Secrétaire général de la plateforme se disait « attristé et choqué par les déclarations publiques qui ternissent cruellement l'image de la plateforme. » Il faut dire que, dès le départ, l'affaire était très mal partie. Puisque, même le Président de Religions pour la Paix Haïti, monseigneur Pierre André Dumas, était en désaccord avec l'initiative engagée par l'organisation qu'il préside. Selon Mgr Dumas, l'Evêque de Miragoâne et d'Anse-A-Veau dans les Nippes, dès le début, il sentait que l'affaire allait mal tourner. Et pour cause. « Je n'ai jamais signé en faveur de cette initiative que je ne comprenais pas trop bien d'ailleurs.

Je porte toujours plusieurs casquettes comme citoyen et chrétien catholique engagé et donc leader religieux et fanatique du dialogue comme moyen de résoudre pacifiquement les conflits entre frères visant les intérêts supérieurs d'Haïti. En tant qu'évêque sensible aussi à la cause des pauvres et au devenir de la nation, j'ai agi donc selon mes convictions profondes et dans le respect scrupuleux de ma foi d'évêque disant comme Pierre et Jean, je préfère obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes », explique l'évêque qui n'a toujours pas compris les bien-fondés de cette affaire. D'ailleurs, selon lui, « Il y avait trop d'anguilles sous roche pour pouvoir se lancer dans cette aventure sans fin dont les résultats étaient déjà hypothéqués à l'avance. Et aussi, même quand on aurait un accord partiel et limité avec quelques acteurs réduits, cela ne pourrait pas, à mon avis, endiguer la crise. Car elle est trop profonde et vraiment tortueuse ». En clair, monseigneur Pierre André Dumas n'étant pas né de la dernière pluie, connaît parfaitement les uns et les autres du monde politique haïtien.

À l'écouter, aucun de ceux qui ont cherché à avoir le soutien ou la bénédiction de sa plateforme religieuse n'est sincère dans sa démarche. Pour l'homme d'Église, il faut être certain que tous les acteurs veulent bien entamer le dialogue, sinon cela ne sert à rien de monter un show médiatique qui n'aboutira qu'à un énième échec. Enfin, l'Evêque des Nippes croit que « Nous devons être certains que le tout est supérieur aux parties comme la main par rapport aux doigts. En guise de conclusion, je pense que ç'aurait été mieux de prendre ce risque de recherche de consensus avant la date fatidique du 7 février qui était déjà très discutée entre les protagonistes. La Conférence Episcopale d'Haïti (CEH) dont je suis membre, dans son message de Noël 2020, avait lancé cette requête mais nous n'avons jamais eu de réactions substantielles et consistantes de la part des acteurs ». En clair, cette affaire de dialogue n'était qu'un écran de fumée.

Suite de la page (15) Palestine : honneur aux résistants !

Et pourtant, s'ils savaient, ces imposteurs, à quel point l'antisionisme nous suffit, à quel point il exprime avec assez de clarté ce qu'il s'agit de défendre. L'antisémitisme, lorsqu'il est avéré, est une souillure pour celui qui l'éprouve. Mais lorsqu'il sert à accuser l'antisionisme, c'est une souillure pour celui qui profère cette accusation mensongère. Vous pouvez toujours brandir cette calomnie, mais prenez garde, elle risque de vous revenir un jour sur la figure.

Force incoercible de la propagande, lorsqu'elle provoque le passage insidieux d'un terme à l'autre, qu'elle génère l'inversion maligne par laquelle le bourreau se fait victime, et l'antisionisme est qualifié d'antisémitisme. Cette accusation, on l'a compris, est une arme d'intimidation massive, qui permet à des gouvernements serviles, tout heureux de servir l'impérialisme et le sionisme, de s'acheter une pseudo-bonne conscience. Pitoyable diplomatie, complicité avec le crime qui se pare de toutes les vertus, et qui n'en finit plus de toucher le fond. Les Palestiniens, eux, ont compris depuis longtemps qu'ils n'avaient rien à attendre de ces Européens qu'étouffera un jour leur lâcheté.

Bruno Guigue

Annonce Publique

Moi, Spencer Bien-Aimé, résidant et domicilié à New York, ne reconnais plus les actions de mon épouse Marie May (Marie-Paul) Bien-Aimé, née Marie-May Fleurantin, avant qu'une action en divorce ne soit intentée contre elle pour abandon son domicile depuis le 13 avril 2021.

Spencer Bien-Aimé
20 avril 2021

AVIS DE DIVORCE

Par Ces Motifs : Le Tribunal après examens sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le Divorce de la dame Kerline Jean Charles d'avec son époux, Rodney Giordany, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux, ayant existé entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Limbé de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant de la Capitale, sous peine de dommage-intérêt envers les tiers ,s'il y échait, compense les dépens. Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Lynx Jean, Doyen AI, Juge en audience civile et publique en date du vingt Mai deux mille seize, en présence de Me Hervé C. Hyppolite, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Magloire Désir. Il est ordonné etc. En foi de quoi etc. NB deuxième Publication. Port-au-Prince, le 15 Avril 2021. Me Jean Claude Charles, Avocat.

AVIS DE DIVORCE

Par Ces Motifs : Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à la susdite audience pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le Divorce du sieur Wilberson JEAN d'avec son épouse Fabienne Louis, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant de la Capitale sous peine de dommage-intérêt envers les tiers s'il y échait, commet l'huissier Jean-Louis OCTAVE de ce Tribunal pour la signification du présent Jugement, compense les dépens. Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Osmond CASTOR, Doyen en audience civile et publique, en date du onze Mai deux mille dix-huit, en présence de Me Vanna MANE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE. Il est ordonné ect. NB deuxième Publication Port- au- Prince, le15 avril 2021. Me Jean Claude Charles, Avocat.

Le néolibéralisme explose en Colombie

Par Juan J. Paz y Miño Cepeda.

L'Amérique latine ne trouve pas la paix. Depuis la fin de nos processus d'indépendance dans les premières décennies du XIXe siècle, nous avons déjà connu deux cents ans de mobilisations, de protestations, de luttes et de rébellions dans des républiques construites sur les bases économiques et politiques de l'exclusion sociale, de la pauvreté généralisée, de l'exploitation du travail, de la concentration des richesses et du pouvoir aux mains de minorités.

La démocratie reste un rêve à conquérir. Et dans les dernières décennies du XXe siècle, les héritages non résolus du passé ont été rejoints par la montée du néolibéralisme comme modèle d'économie d'État dans tous les pays de la région. Il existe suffisamment de données, d'études et de recherches qui montrent à quel point le néolibéralisme latino-américain a été désastreux, de sorte qu'il est bien connu que les économies de libre marché et d'entreprise privée, bien qu'elles aient apporté la modernisation capitaliste, l'ont fait sur la concentration de richesse la plus polarisée de l'histoire de la région, pendant qu'à l'autre pôle les conditions de vie de la majorité sociale et leurs conditions de travail se sont détériorées. Le néolibéralisme a exacerbé les conflits sociaux, a alimenté la « culture du privilège » (CEPALC) et a entravé la paix, la démocratie, la liberté sociale et le bien-être.

L'entrée en scène du coronavirus a rencontré non seulement une grande majorité de pays dominés par des gouvernements conservateurs, reproduisant des économies néolibérales, mais aussi des États désarmés par le manque de ressources pour faire face à un problème de santé universel, car, sous les slogans de « réduction » et de « retrait » de l'État, les investissements dans la médecine, les infrastructures et les services publics ont été réduits.



Le néolibéralisme tue

Dans ce cadre historique général, la réforme fiscale que la Colombie voulait imposer à la fin du mois d'avril 2021, avait pour but de récolter environ 6 800 millions de dollars comme ressources pour l'État, mais en augmentant la TVA à 19% pour les produits de base, l'essence, l'électricité et le gaz, en plus de l'extension de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes et les travailleurs. En revanche, depuis 2019, les impôts ont été réduits voire supprimés pour les grandes entreprises qui, à leur tour, ont accumulé l'année dernière des millions de dollars de bénéfices.

Les dépenses en armes et équipements pour les forces armées et la police n'ont pas manqué, dans un pays stratégique pour les intérêts de sécurité continentale des États-Unis, qui ont installé plusieurs bases militaires sur ce territoire. La violence historique en Colombie, qui présente des caractéristiques uniques en Amérique latine, et qui provoque l'assassinat quotidien d'au moins un militant ou leader social, ainsi qu'une série de violations des accords de paix avec les FARC (2016) et couplée au néolibéralisme maintenu depuis des décennies, ainsi qu'une mauvaise gestion du Covid, ont fait augmenter les chiffres structurels de l'inégalité : 14,2% de chômage, 47% de sous-emploi, 42,5% de la population dans la pauvreté et 15,1% dans l'extrême pauvreté, tandis que 54% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire. La Colombie est l'un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine, qui est la région la plus inégalitaire du monde (CEPALC).

La prétendue réforme fiscale n'a été que le déclencheur, car l'explosion sociale qui s'est immédiatement produite en Colombie n'est pas seulement le résultat d'une situation de conjoncture, mais de l'accumulation historique de la violence, de la souffrance humaine, de l'abandon social, de la déstabilisation de la vie et de la précarité du travail, qui ont été construits par le néolibéralisme colombien, pour soutenir le pouvoir d'un bloc de secteurs de l'élite économique et politique, parmi lesquels se confondent également le paramilitarisme et le narco-pouvoir.

La répression a atteint des niveaux sans précédent. Les Nations unies, l'Union européenne, Amnesty International, les organisations de défense des droits de l'homme, les législateurs américains, les universitaires et les professeurs d'Amérique latine, des États-Unis et du monde entier ont réagi à cette situation et ont même demandé au président américain Joe Biden d'agir face aux scandaleuses violations des droits de l'homme.

Les actions répressives, selon les dénonciations faites en Colombie même, semblent répondre à la reformulation de la « vieille » doctrine militaire de sécurité nationale, avec de nouveaux concepts sur la « révolution moléculaire dissipée », qui suppose qu'une guerre interne est menée dans laquelle les « ennemis » sont toujours exclusivement la gauche (à nouveau étiquetée « communiste ») et les mouvements sociaux et populaires, dont les protestations et les manifestations sont supposées être des instruments de « vandales » ou de « subversifs » pour attaquer et liquider la « démocratie » et « l'institutionnalité existante ». Avec ces concepts, le résultat est inexorablement double : la « guerre » est menée uniquement contre le peuple, mais pour défendre les élites du pouvoir économique et de la droite politique.

Le récent sursaut social en Colombie a le même contexte historique que la mobilisation nationale d'octobre 2019 en Équateur : le rejet du modèle néolibéral, qui a causé tant de dommages à la vie et au travail des couches les plus larges des populations des deux pays. En Équateur, la répression a également eu une ampleur de violation des droits de l'homme impossible à cacher, de sorte qu'elle a mérité trois rapports qui la dénoncent : celui du Haut Commissaire de l'ONU (novembre 2019), un autre, de la CIDH (janvier 2020), et celui de l'Ombudsman, qui trouve même les bases d'un génocide, qui restera peut-être impuni.

Mais ce contexte historique est inévitablement présent dans d'autres pays d'Amérique latine avec des gouvernements conservateurs et affairistes, de sorte que les forces sociales continuent de s'accumuler et peuvent potentiellement exploser à tout moment. Les néolibéraux n'ont pas une seule solution sociale à proposer dans la région. Ils ne recherchent que de bonnes affaires, l'expansion de la sphère de leurs marchés, une rentabilité élevée, la « compétitivité ».

Il s'agit d'une époque complexe et difficile, celle que l'Amérique latine a dû vivre aux mains des forces du néolibéralisme d'entreprise. Le plus grave, c'est que la prolongation dans le temps d'une économie qui s'est déjà révélée désastreuse pour la région, nous laisse présager un avenir marqué par l'aggravation des conflits sociaux. Et si, au milieu de ce scénario prévisible, les politiques de coercition populaire et de répression des citoyens, avec la protection « guerrière » des élites minoritaires de pouvoir, sont également affirmées, le panorama de l'ingouvernabilité latino-américaine pourrait revenir à la peinture de scénarios politiques d'instabilité constante, comme ceux vécus par la région au cours du XIXe siècle.

Historiaypresente.com
10 de Mayo, 2021
Traduit par Réseau International 18 mai 2021

Pleins Feux Sur : Mickael Guirand (P-au-P ? 1975)
« Une tessiture exaltée »

Mickael quant à lui a commencé à se manifester dans le bourdonnement culturel qui a caractérisé l'état de la musique urbaine dont les assises ont connu bien d'ébranlement durant les décades 1980-90. Dans cette atmosphère, il s'est infiltré en vraie pullulation du syncrétisme musical qui a prévalu avec l'émergence de la nouvelle vague. Entre l'évolution des paramètres natifs et la propagation des sonorités d'outre-mer ; trait d'union entre l'autochtone et l'exotisme. Pour s'engager simultanément dans un itinéraire d'étudiant et d'aspirant baladin. MG s'est bien attelé à se doter d'aura pour se frayer dans la deuxième demi des ''**nineties**'' un espace même assez restreint au sein du nouvellement fondé « K'Dans ». Avec lequel il a constitué un back up ordinaire pour Jude Jean.

Formation à laquelle il a pris part aux productions : ***''N ap chill''*** et ***''SOS'',*** composant un ''sidekick'' vocal à J.J dont l'influence massive autour de l'ensemble lui a laissé peu de transparence. Etonnant tout de même qu'il n'ait point fait mention de ce passage dans son itinéraire musical sur les réseaux sociaux. Contemplant sans doute l'idée de n'y avoir rien accompli. Puisqu'à la prochaine œuvre du groupe, il est déjà aux abonnés absents. Prenant le large pour New-York, en association avec le keyboardiste Carlo Vieux ainsi qu'un autre partenaire, le vocaliste-claviériste Richard Cavé. Bref, les ''très amigos'' se sont retrouvés promptement au ''state'', comme s'ils mijotaient préalablement ce projet collectif. En tout cas, à NY Mickael & Co. ont vite fait de s'activer en vue d'un nouvel épisode.

Menant de front des randonnées didactiques. Tout en s'impliquant dans l'élaboration d'un concept musical qui se veut innovationel. Dans une symbiose des sonorités urbaines irréfragables, insérées dans les thématiques planétaires avec une forte dose de ***hip hop.*** Et de toutes les ramifications qui s'impliquent. Epaulé en ce sens par quelques potes à succès comme les gars du « Zin » dont Alan Cavé qui leur ont donné des pistons, du studio et autres repères indispensables pour se mettre à la pêche. En plus du public de ce groupe qui allait convenablement leur servir de champ de lancement. Comme le passage à témoins d'une filiation à une nouvelle lignée. C'est ainsi qu'au début de ce millénaire le trio a conjugué ses capacités et abrégé ses noms : Ca pour Carlo, Ri pour Richard, Mi pour Mickael et « CaRiMi » s'est vite propagé comme une flambée.

Ainsi s'est impatronisé Mickael Guirand avec son allure de 'gangsta rapper', son don d'haranguer, ses ruées buccales et une voix mélodieuse imprégnée des traits à la fois techniques et caractéristiques qui en ont fait un ''show-man'' in extenso. En plus d'une tessiture exaltée bourrée de **'' jive''** ; d'un tantinet **''off-tempo''** qui l'autorise à être le porte-étendard de la nouvelle sensation de l'heure, le « Carimi ». Aux commandes desquelles il s'incruste avec un appétit vorace : ***''Bang bang''***. Le titre du microsillon introductif, flanqué de ses alter ego Carlo et Richard ; pondant les titres : ***Ayiti (bang bang), apiye, player, w'aranje, interlude, I wanna be, pa pale, chagren kriminèl, touman, chavire*** qui ont fait de la bande un succès instantané. Dans une approche éclectique qui sied bien à l'auditoire spontané qui s'est bien entiché de ces vibrations alternant les lieux communs et excentriques.

Et dont Michael est le catalyseur au gré d'un charisme et l'exhalaison d'un ''entertainer'' infus. Et la ferveur s'est amplifiée dans l'œuvre consécu-



Mickael Guirand

tive : ***''Nasty biznis''***, enfilant les tics et les tacts dans : ***chòv, pitit sa a, kidnapping, bò kote w, long distans, in love, go home (tya tya)*** qui le confirment comme le porte-étendard du groupe. A la lueur d'une grimpée qui l'a propulsé dans le peloton des stars montantes. Avec assez de crédibilité pour être convié à d'autres projets d'envergure. Comme l'une des marques distinctives du « Tabou » dans l'album : ***''Taboulogy''*** ; haussant le ton dans ***''Tabou's back'',*** de son timbre ensoleillé. Et d'autres sollicitations qui l'ont vu collaborer avec « New Look », Shabba, Josh X etc, parmi ceux qui veulent se garnir de cette voix désinvolte mais performante. Pendant que « CaRiMi » emballe les scènes périphériques ; installant Michael en porte-orchestre souverain.

Au point que le groupe a fait d'une bouchée des « Zin », « Phantoms » et de ce qui restait du reste de « Lakol » ; les éclipsant de leur fief new-yorkais devenu sa chasse gardée et de la compétition. Et dans l'intervalle, c'est : ***''R U Ready?''***, délivrant : ***sak fèt nan CaRiMi, pran pòz ou, sela mpwale, pouvwa, banm pèmisyon, mpa macho, r u ready ?,*** qui virent le groupe atteindre un palier supplémentaire dans sa mission d'atteindre d'autres horizons et, de ce fait a su pénétrer une audience diverse qui a pris goût à leur incursion tonale. Sur cette lancée, c'est la sortie de ***: ''Buzz''***, comprenant : ***we the best, mwen pare, carry me, buzz, mwen dezole, ofisyèl, fèm dakò, konfesyoon, zandolit*** qui les maintiennent au top et Michael en vedette patentée de ce groupe de l'heure. Prenant toujours de la bouteille à l'avant-scène d'une formation qui commence à s'insinuer dans les couloirs d'un auditoire global.

Et la vague a continué jusqu'au microsillon :***'' Invasion''*** qui le certifie dans sa marque de fabrique à travers ***: mean biznis, nana, chiki boum, kita nago, nostalji*** elat. Dans une étape qui a vu la bande à Richard Cavé, Carlo Vieux et de MG sortir leur jeu sur les scènes d'Europe et d'Amérique ; causant presque l'émeute dans les campus de NY et d'ailleurs, comme l'épigone d'un auditoire sans frontières. Et tout semblait marcher comme dans le meilleur des mondes. Jusqu'à ce que sur un revirement soudain, Michael a décidé de se séparer du « CaRiMi », le groupe qui l'a sublimé et au sein duquel il a trouvé son soul d'artiste. Confronté aux problèmes conjugaux liés à son environnement musical. Il a décidé que la meilleure solution pour son bien être était de prendre du recul par rapport à ses activités personnelles et professionnelles ; en attendant que les sensations reviennent.

D'où l'éclatement du « CaRiMi » à mi- chemin d'un fabuleux parcours à peine entamé. Et les trois amis sans être : le bon, la brute et le truand ont pris chacun son chemin au grand désespoir de fans insoupçonnés. Environ une quinzaine d'années après avoir mis ça. Ce qui n'est pas mal comparé à d'autres. Comme ces histoires qui n'en finissent pas dans la famille musicale depuis la nuit des temps. Ainsi avec l'éclatement à la fin des années 1960 du plus fameux groupe musical de tous les temps, les « Beatles » pour des raisons anodines. L'on s'est dit que le cœur de l'artiste a ces motifs que la raison ignore. Au point qu'on ne s'entiche point de ces inhérentes déchirures. En tout cas, après avoir fait son ''Lennon'' et pris un sabbatique mérité, Michael a fini par se refaire les idées. Pour se regrouper avec le support de deux bolides du sérail, tels Jean Max Valcourt, Shedley Abraham; ainsi qu'un certain Judes Deslouches.

En rebondissant au sein du « Vyab », lequel n'a pas pris du temps pour s'imposer auprès d'une audience ravie de retrouver Mickael dans***: ''Game over''***, qui démarre sur des chapeaux de roue, sans merci. Au comble de tubes entraînants : ***fòm ale, poto, one night stand, kite m Vyab, ou pa nan plas mwen, je ferai (duo), nan lari a, lanmou fasil, se wè ya wè nou, amwatye, ralanti.*** Prouvant qu'une petite pause peut être salutaire et s'avère être un bon stimulant. Et qu'après avoir tout réévalué, Mickael en est sorti majoré. Comme si les épreuves lui ont rendu un gosier rassurant et versatile. C'est donc vent en poupe que « Vyab » a pris d'assaut le music-hall environnant. En s'introduisant avec toutes ses dents, ses muscles, et savoir-faire. Offrant toujours des prestations sur mesure. Danser le groupe est un délice. Pas étonnant qu'il ait drainé les foules, avant que le covid vienne remettre les pendules à l'heure. Ce n'est que partie remise, quand on a le ''Mike'' pour guide ; apte à mettre sur des charbons ardents avec son ''showmanship'' et sa marque singulière.

Langue créole, savoir académique et institutionnalisation : un débat toujours actuel

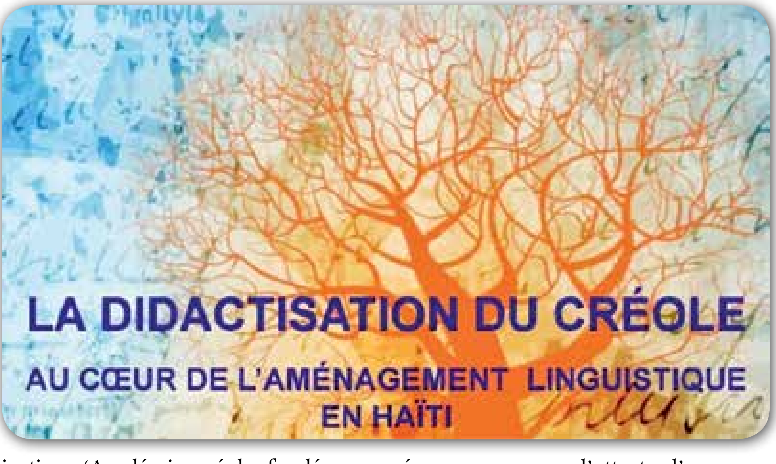
Par Alain Saint-Victor*

Recension du livre « *La didactisation du créole au cœur de l'aménagement linguistique en Haïti* »
Robert Berrouët-Oriol (coord.) et *al.*
Éditions Zémès et Éditions du Cidihca, 382 pages, mai 2021

Parmi tous les enjeux qui concernent l'avenir d'Haïti, celui de la langue occupe, sans conteste, une place fondamentale, incontournable. La question de la langue dans le contexte haïtien comporte une triple problématique (linguistique, sociale et historique) que l'on doit analyser pour rendre compte du *fait* linguistique dans le pays. Cette exigence n'est certes pas particulière à la réalité linguistique haïtienne, puisque pour comprendre la formation d'une langue, son évolution et le cadre de son utilisation, il faut tenir compte de ces trois facteurs. Mais dans le cas du créole haïtien, et dans celui d'autres créoles, cette approche dénote une certaine particularité du fait que le créole se situe dans une diglossie (1) qui lui attribue un rôle dévalorisant, puisqu'il est considéré comme incapable d'exprimer le « savoir » conceptuel et scientifique.

Étrange paradoxe : langue d'un peuple riche en connaissances culturelles, en savoirs agricoles et médicinaux, en expressions littéraires et musicales, en arts plastiques, le créole certes est « porteur » de savoirs, mais sa situation en tant que langue marginalisée, exclue des connaissances normatives ou savantes, le confine dans un rôle socialement inférieur, historiquement entretenu par une classe dominante comme une politique linguistique d'exclusion. La lutte pour le créole est donc avant tout essentiellement politique. Néanmoins, elle n'est pas que cela. Penser à l'enseigner, l'utiliser comme langue d'enseignement, bref, développer sa didactisation est une entreprise fondamentale mais exigeante.

C'est pour répondre à ce besoin de didactisation que l'ouvrage « *La didactisation du créole au cœur de l'aménagement linguistique en Haïti* » a été conçu. Coordonné par le linguiste-terminologue Robert Berrouët-Oriol, le livre comporte quinze chapitres rédigés principalement par des linguistes, mais aussi par d'autres spécialistes (des didacticiens, juriste, etc.) concernés par la question de la place du créole dans le système éducatif haïtien. Malgré que l'intérêt suscité par l'utilisation du créole sur le plan de la littérature date de plus d'une centaine d'années, malgré qu'il existât tout au long du XX[e] siècle haïtien une réflexion continue sur l'utilisation du créole comme langue d'enseignement et que toute une série de dispositions ont été prises pour en arriver à une certaine institutionnalisation (Académie créole fondée en 1947, Institut de langue créole créé en 1956) (2), le créole n'a jamais pris son envol dans le milieu académique et gagné, pour ainsi dire, ses lettres de noblesse. Il a fallu attendre la réforme Bernard, en 1979, pour que l'État reconnaisse l'importance du créole, en tant que langue maternelle, dans l'éducation. Cette reconnaissance n'a pas abouti toutefois à une politique d'aménagement de la langue qui aurait pu amener au développement d'un enseignement efficace non seulement de la langue, mais aussi en tant que moyen d'enseigner d'autres matières. Vu la nature obscurantiste et dictatoriale du pouvoir duvaliériste à l'époque, cet échec ne saurait surprendre.



Aujourd'hui, malgré des études éparses, comme l'atteste l'ouvrage, « …aucune étude de fond n'a été consacré […] de manière spécifique à la didactisation du créole haïtien. Il y a donc sur ce sujet essentiel de l'aménagement linguistique en Haïti de grandes lacunes à combler par la recherche et la réflexion. » (p.14). C'est justement à ces réflexions auxquelles nous convie l'ouvrage; réflexions, mais également analyses scientifiques abordant la problématique de la didactisation du créole dans ses aspects les plus essentiels : néologie, didactique, encadrement juridique, enseignement de la grammaire et de textes littéraires, etc. Des aspects fondamentaux débattus à fond dans le livre et qui nous dévoilent, par des analyses minutieuses, la nécessité d'amener le créole à un niveau où il ne serait plus permis de douter non seulement de sa capacité à transmettre même les savoirs les plus complexes, mais également d'occuper, en parité avec le français et en toute légitimité, sa place dans la société haïtienne.

Pour arriver à cette étape cruciale de l'aménagement du créole, les auteurs sont conscients que la tâche à effectuer sera ardue. Il faut tout d'abord « dépasser la vulgate essentialiste selon laquelle le créole – en l'état actuel de son stock lexical et de ses opérations de sémantisation –, serait à priori déjà outillé pour assurer de manière compétente et exhaustive la transmission des savoirs et des connaissances, en particulier dans les domaines scientifiques et techniques. » (p.27). Dépasser ce genre de croyance, relevant plutôt du folklore, ne veut pas dire pour autant remettre en question le créole en tant que langue. Loin de là. Il s'agit de reconnaitre les limites lexicales actuelles de la langue créole en vue d'entamer la réflexion portant sur la construction de nouveaux mots (néologie) tout en tenant compte de la réalité sociolinguistique et culturelle du pays, un exercice somme toute nécessitant une politique interventionniste de l'État.

Un autre aspect aussi important est la question de la didactique du créole haïtien. Une question d'autant plus occultée que « chaque enseignant adopte dans sa classe le comportement

didactique qui lui plait sans pouvoir se référer à un référentiel pour orienter ses actions. Les rares manuels de créole haïtien qui sont en circulation sur le marché sont en général élaborés selon ce que leurs auteurs pensent qu'ils sont censés avoir comme contenus, mais non selon un référentiel de contenus et de compétences. » (p.76)

Toutefois, cette question de la didactique de la langue doit être abordée dans toute sa complexité : s'il s'agit d'enseigner en créole, on ne peut toutefois faire l'économie d'une méthodologie pour « faire adhérer pédagogiquement la langue créole à la matière enseignée », qui tiendra compte du « poids anthropologique, philosophique et socioculturel » de l'apprenant. (p.81). Ce sont des considérations qui restent ouvertes à la réflexion, à des recherches scientifiques, et dont on doit écarter toutes tendances démagogiques et idéologiques.

Toutefois, le créole, en tant que langue, parce qu'il a été historiquement objet de marginalisation et d'exclusion des espaces du savoir académique, des pouvoirs économiques et politiques, parce qu'il a été considéré par l'idéologie dominante comme un idiome propre à une couche démunie de la population, dévalorisée, et qui historiquement connait l'exploitation, la marginalisation et l'exclusion; le créole ne peut être seulement considéré comme une langue à enseigner et langue d'enseignement sans prendre en considération des facteurs sociaux et politiques qui s'inscrivent dans le cadre même de cet enseignement. En ce sens l'État a un rôle important à jouer, car « l'avènement d'institutions étatiques fortes œuvrant en vue de la normalisation de la langue [créole] et sa consécration juridique au sommet de la hiérarchie normative constitueraient des facteurs pouvant aider à son introduction dans l'enseignement. La question linguistique doit en effet être traitée dans sa globalité, en tenant compte de sa place dans la réalité sociale [...] » (p.128).

Les enjeux liés à la place du créole dans l'enseignement et dans la société ouvrent donc des perspectives larges, peuvent et doivent donner lieu à de réels débats touchant les mécanismes de la structure sociale, qui reproduisent l'inégalité et l'exclusion. C'est dans cette volonté de déconstruire ces mécanismes que s'inscrit pendant des décennies le combat de créolistes tels que Yves Dejean, Max Manigat, Georges Castra fils, entre autres.

Le livre « La didactisation du créole au cœur de l'aménagement linguistique en Haïti » participe également de ce combat. En mettant l'accent sur la didactisation de la langue, comme étant au centre de l'aménagement linguistique en Haïti, il pose du même coup la question des droits linguistiques du peuple haïtien, c'est-à-dire : « le droit d'une communauté linguistique à l'enseignement de sa langue maternelle et de sa culture ; le droit d'une communauté de locuteurs à une présence équitable de sa langue maternelle et de sa culture dans les médias ; le droit pour chaque membre d'une communauté linguistique de se voir répondre dans sa propre langue dans ses relations avec les pouvoirs publics et dans les institutions socioéconomiques (3). »

Ce livre ouvre des voies nouvelles pour mieux comprendre les éléments essentiels qui constituent ces « droits linguistiques ». Il faut en savoir gré à ces quinze auteurs qui, par leurs réflexions, nous font comprendre que la question de la langue est un des aspects incontournables pour penser autrement l'avenir de notre pays.

***Enseignant, historien**
Montréal, le 10 mai 2021

Notes

La notion de « diglossie » est sujette à débat et a été critiquée par plusieurs linguistes haïtiens, parmi lesquels Yves Dejean, auteur de « Nouveau voyage en diglossie », ronéoté, Regional Bilingual Training Resource Center, Brooklyn, 1979 ; voir aussi Darline Cothière, « Le créole et le français en Haïti : peut-on encore parler de diglossie ? », Revue transatlantique d'études suisses, 6/7 – 2016/17.

[2] Voir à ce sujet Robert Berrouët-Oriol, « L'aménagement du créole en Haïti et la réforme Bernard de 1979 : le bilan exhaustif reste à faire », Le National, 16 mars 2021.

[3] Robert Berrouët-Oriol, « Droits linguistiques et droits humains fondamentaux en Haïti : une même perspective historique », Le National, 11 octobre 2017.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

Bonne fête du drapeau national



Racine Wellness House
1836 Flatbush Avenue
(between Aves K & L)
Brooklyn, NY 11210
718-284-2237

César Accounting & Income Tax Services
Leon César, Notary Public.
2063 Nostrand Ave.
(bet. Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210
718.360.3120

HACDEN
(Haitian American Cultural Development Network)
HACDEN@yahoo.com
718-314-8206

Ben Photo Express 54 Multiservices
Merus Benoit
166 NE 54th Street, Miami, FL 33137
786-274-6086
786-273-2430 cell
benphotob@hotmail.com

Bon Bagay Tax Specialist
Pierre L. Michel
1229 Flatbush Avenue
(between Newkirk & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.484.0865
347.432.0639

Dantor & Agarou Botanica
323 NE 167th Street
North Miami, FL 33162



Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor & Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.
Everything Spiritual you may need!
Lydie or Marie
305-335-8245

Grand Drap Botanica
Père Love
3009 Beverly Road
Brooklyn, NY 11226
(718) 940-1491



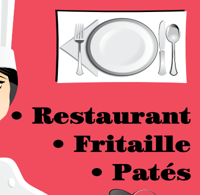
Konbit Kreyòl Meat & Fish
Jean Beliard Lucien
1444 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
516.313.1781

VENUS RESTAURANT
Now 2 locations in Brooklyn!



637 Rogers Avenue
(corner of Parkside Avenue)
718-287-4949
924 Remsen Avenue
(near Avenue D)
718-975-7710
"Venus, l'entroit idéal"

AMBIANCE EXPRESS



• Restaurant
• Fritaille
• Patés
1433 Flatbush Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY
General Manager: Marie S
718.434.4287

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

AROMARK SHIPPING
YON KONEKSYON DIREK POU AYITI
973-690-5363

Shipping full container loads to Port-au-Prince & Cap Haïtien, and cars, trucks, buses, and construction equipment to Port-au-Prince. Receiving vehicles Mon thru Fri from 9 AM till 4 PM, Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave. Brooklyn, NY 11231 IN SEABOARD TRAILER OFFICE.



WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS
FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY
12 DAYS TO HAITI
Call us today at **917.299.3640** or **917.416.4625**
Serving the Haitian community since 1995.
Nou pi rapid, nou garanti!
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com

RED HOOK SHIPPING

Boxes • Barrels • Containers • Vehicles
Direct shipping from Brooklyn, NY to Haiti
We own 3 ships: Sloman Rover, Trans Gulf & Glamor.



Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave., Brooklyn, NY 11231
Phone: 718.855.1555 • Fax: 718.855.1558
www.redhookshipping.com